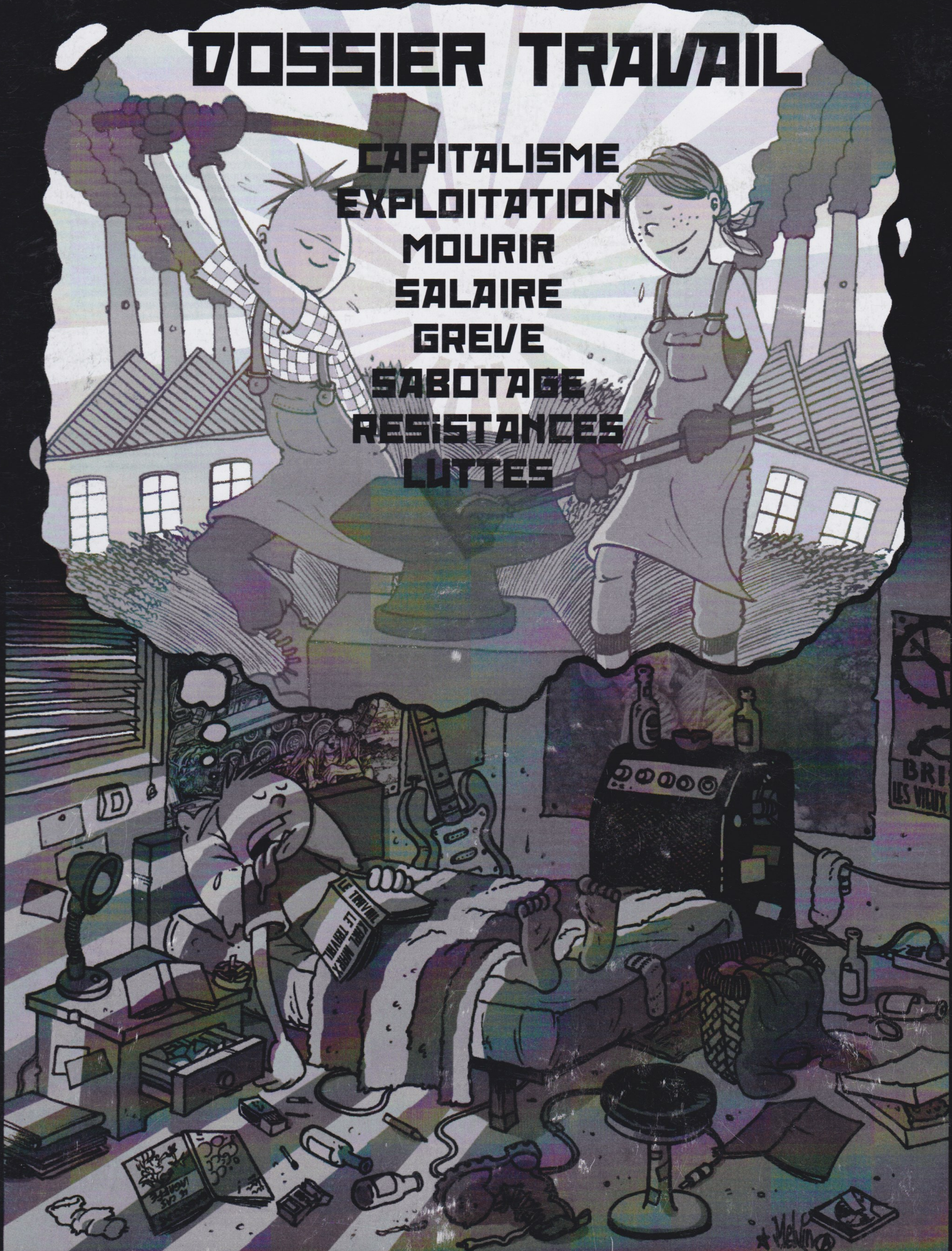
CASSE SOCIALE

FANZINE DES RED + ANARCHIST SKINHEADS DE MONTREAL #3 - MAI 2009



CASSE SOCIALE

NUMÉRO 3 - MAI 2009

RED AND ANARCHIST SKINHEADS MONTREAL

Le fanzine Casse Sociale est l'outil principal de propagande du chapitre montréalais de Red and Anarchist Skinheads (RASH). Casse sociale supporte la scène alternative locale et internationale, présente et critique l'actualité politique et musicale d'un point de vue révolutionnaire et populaire tout en faisant la promotion de nos valeurs d'extrême gauche.

Le RASH est un regroupement autonome de skinheads s'identifiant à la gauche radicale et à ses idéaux progressistes d'égalité, de fraternité et de solidarité. Le RASH rassemble donc des communistes, des socialistes et des anarchistes qui mettent de côté leurs divergences idéologiques afin de lutter ensemble pour plus de justice sociale, et ce, par tous les moyens nécessaires.

Alors que RASH Montréal s'apprête à célébrer son 15e anniversaire, Casse Sociale fête sa première année d'existence; nous en sommes maintenant au troisième numéro. Ce qui veut dire que nous respectons l'échéance d'un numéro à chaque 6 mois. Bravo pour nous, en espérant suivre ce rythme assez longtemps.

Pour ce # 3, nous voulons dire un gros merci à Melvin de Bouh Production pour la splendide couverture (http://actiondelarevo.free.fr/), à Etienne, à Ben, à ceux qui ont répondu à nos questions : le RASH Sao Paulo, les Ultras Montréal, La Gachette, à ceux qui ont performé lors de nos concerts : Soul & Spirit, Hold A Grudge, Self Control, les Houlalas, The Guestlist, Rictus, au St-Laurent 2, l'Hémisphère Gauche, la Maison de Reggae, l'Insoumise, la Page Noire, la Maison Normand Bethune, au Soundcentral, au X20, à ceux qui nous donné un coup de main pour le s.o. de la manifestation anticapitaliste du 1er mai, aux organisations avec qui nous avons collaboré pour cet événement : PCR, UCL, Comité des sans emploi, CRAP, COBP, à Antifa pour son support, à Loikaemie, à JF pour le flyer, à Mimix pour sa patience, à ceux et celles qui ont fait partie de RASH Montréal pendant ces 15 années, à RASH Québec, à RASH Sherbrooke et encore merci à tous ceux qui nous accompagnent dans nos actions et n'oubliez pas :

La lutte, c'est classe… contre classe !!!

DOSSIER TRAVAIL

HISTOIRE

ACTUALITÉS

INTERNATIONAL

SPORTS

MUSIQUE ET LECTURE

www.myspace.com/cassesociale
cassesociale@riseup.net
C.P.491, MTL, Qc, Canada H2L-4K4

Casse sociale est disponible aux endroits suivants : à Montréal : Maison Normand Bethune, 1918 Frontenac, métro Frontenac. L'Insoumise, 2033 Saint-Laurent, métro Saint-Laurent. Soundcentral, 4486 rue Coloniale, métro Mont-Royal. X2O, 3456 St-Denis, métro Sherbrooke et, à Québec, à La Page Noire, 265 rue Dorchester, Quartier Saint-Roch

RED & ANARCHIST SKINHEADS

CONTRE LA CRISE, CONTRE LE CAPITALISME !

L'heure est grave ! Le monde entier traverse une crise économique, environnementale et sociale sans précédent.

La situation est désastreuse pour des milliards d'êtres humains : pertes massives d'emplois, baisses des salaires, faillites à la chaîne, sous-alimentation, appauvrissement, guerres et désespoir.

Comment cela est-il possible dans des sociétés qui produisent autant de richesse ? La raison est simple : le profit, le besoin maladif du profit... Cette folie qui dicte les lois de la production, de la surconsommation, de l'endettement et de la spéculation ! Les politicien-nes et les hommes d'affaires veulent nous faire avaler que la crise actuelle n'est qu'un mauvais moment à passer. À les entendre, il ne faudrait pas remettre le système capitaliste en cause!

Pour eux, la solution se trouve dans la réduction des salaires et les grasses subventions aux petits copains aux propriétaires d'industries polluantes et aux banquiers véreux. Ils sont responsables de la crise, mais ils nous la font payer : augmentation des tarifs d'électricité et de transports, coupes dans les programmes sociaux, privatisation des services de santé, etc.

Le problème, ce n'est pas la crise, c'est le capitalisme et la domination impérialiste du monde ! Avec le capitalisme, une infime minorité concentre toute la richesse au détriment des conditions de vie de la vaste majorité de la population, la guerre est un moyen comme un autre de faire de l'argent et la destruction de la planète est un «mal nécessaire».

L'élection d'Obama à la tête des États-Unis et les illusoires réformes soi-disant progressistes n'y changeront rien. La vie peut et doit être meilleure. Nous devons nous organiser et lutter ensemble pour renverser ce système qui a fait son temps !

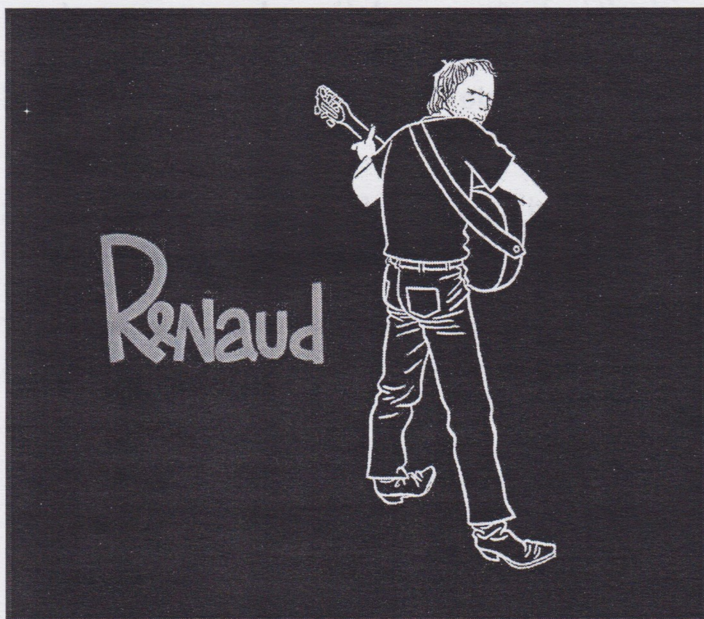
Appel pour la manifestation anticapitaliste du 1er mai 2009 à Montréal



Y'A PAS QUE LA OÏ

Renaud

Renaud fête ses 16 ans sur les barricades du quartier latin. Ses premières chansons furent d'ailleurs écrites pendant l'occupation de la Sorbonne, en 1968.



Ses chansons évoquant la contestation, la dissidence, la sensibilité, l'affection, la nostalgie et l'amitié, font de lui le digne représentant du Paris populaire.

Ses positions idéologiques et sa vision du monde ont évolué avec le temps, zigzaguant au gré de ses coups de cœur et de ses coups de gueules, de ses joies et de ses déprimes.

Fataliste quant à l'avenir, il a émit à plusieurs reprises le souhait de se retirer du tumulte des engagements politiques. Ill continue pourtant d'être un chanteur impliqué et militant.

Avec une carrière de plus de 40 ans, comptant 23 albums vendus à 15 millions d'exemplaires, Renaud est un incontournable de la chanson française. Son insoumission, bien que remplie de contradictions, fait de lui un homme libre carburant à l'instinct de gauche.

La chanson Son bleu, paroles et musique de Renaud Sechan, parait sur l'album *À la belle de mai* en 1994.

Paroles et Musique:
Renaud Séchan 1994
« A la belle de mai »

SON BLEU

Il a refermé la porte douc'ment
Pour pas réveiller "Maman"
Il a j'té l'Huma
Sur l'canapé près du chat
S'est assis dans un coin
La tête dans ses mains

Cinquante balais c'est pas vieux
Qu'est-c'qu'y va faire de son bleu
De sa gamelle de sa gapette
C'est toute sa vie qu'était dans sa musette

Y r'voit toutes ses années au chagrin
Et tout l'cambouis sur ses mains
Y r'pense à son gars
Qui vouler faire péter tout ça
Ça a pété sans lui
Sans douleur et sans cris

Où c'est qu't'as vu un bon Dieu
Qu'est-c'qu'y va faire de son bleu
De ses bras de travailleur
C'est toute sa vie qu'était dans sa sueur

Pourquoi y r'pense aujourd'hui au p'tit
V'la dix ans qu'il est parti
"Salut pauv' cave
Tu s'ras toujours un esclave"
Eh ben tu vois gamin
Aujourd'hui j'suis plus rien

Pas fini d'se faire des ch'veux
Qu'est-c'qu'y va faire de son bleu
D'son drapeau rouge de son Lénine
C'est toute sa vie qu'était dans sa machine

Y va reveiller "Maman" peut-être
Lui dire : "Toujours pas de lettre
Il reviendra
Il pense à nous, t'en fais pas, là-bas
Dans la guerilla
Au Nicaragua"

Merde aux hommes et merde à Dieu
Il dit en raccrochant son bleu
Mon enfant a compris mieux que moi
Le bonheur de faire péter tout ça

TANT QUE LE CAPITALISME EXISTERA, L'EXPLOITATION EXISTERA

Ces dernières années, le recul des mouvements ouvriers et populaires a provoqué la régression des conditions de travail et les salaires ont régressé considérablement. Pourtant, plusieurs croient que l'exploitation que nous subissons s'est amenuisée avec le temps.

Effectivement, il peut s'avérer difficile de nier qu'un travailleur québécois syndiqué à 40 $ l'heure est moins exploité qu'un enfant thaïlandais attaché à sa machine et fabriquant des ballons de football pour 1 dollar par jour.

L'impression que nos conditions de travail sont moins pires que dans d'autres pays nous donne la perception que les symptômes de notre exploitation se sont réduits avec les années et que le capitalisme peut être réformé. Mais pouvons-nous réellement éliminer notre exploitation en donnant au capitalisme un visage humain?

La plupart des gens s'entendent pour dire que certaines formes d'exploitation sont abusives. Par exemple, le travail des enfants est condamné par la plupart des sociétés. Ainsi, nous reconnaissons qu'à cette phase de son développement, un enfant devrait jouer et aller à l'école et que s'il travaille, c'est qu'il est contraint de le faire.

Par contre, l'exploitation de celui qui accepte librement de travailler semble être moins condamnable. La logique derrière cette affirmation semble révéler que nous ne pouvons pas vraiment être exploités si nous acceptons librement de travailler. En effet, si nous ne sommes pas satisfaits de nos conditions, nous n'avons qu'à aller travailler ailleurs. Un ailleurs que nous percevons évidemment



comme étant meilleur. Nous sommes effectivement libres d'aller vendre notre force de travail, nos bras et notre intelligence à qui nous voulons et celui qui possède les moyens de production est libre de les acheter ou non.

Pourtant, même si de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires sont retrouvés ailleurs, l'exploitation ne disparaît pas pour autant. Tout simplement parce que l'exploitation n'est pas liée uniquement à un travail effectué sous la contrainte avec des conditions dignes du moyen-âge.

Elle se définit comme l'action de profiter du travail de quelqu'un d'autre, peu importe son lieu de travail, qu'il soit bien traité, bien payé ou non. L'exploitation est un des éléments centraux du capitalisme et nous pouvons même affirmer que le capitalisme ne peut exister sans exploitation.

Afin d'expliquer le concept d'exploitation, imaginons une situation hypothétique assez simpliste. Prenons un individu qui se fait engager dans une petite entreprise de fabrication de table. En entrevue, le patron explique le travail à effectuer qui consiste à prendre les pattes et à les visser sur la table.

Le tout pour un salaire de 10 dollars l'heure. Notre futur employé hésite puisqu'il trouve le salaire inintéressant pour le travail routinier demandé. L'employeur lui explique qu'il n'a que 6 tables à monter par heure et que le reste de son temps

il peut faire ce qu'il veut. L'entrepreneur se dit conscient que l'opération peut être accomplie assez rapidement, à l'intérieur d'un délai de 10 minutes. Pour cette raison, des consoles de jeux vidéo, des ordinateurs avec accès internet ainsi que des télévisions avec lecteur DVD sont mis à la disposition de l'employé afin de combler le temps libre qui lui reste. Évidemment, l'ouvrier accepte immédiatement. Peut de gens hésiteraient, bien que la routine et l'aliénation qui s'y rattache les rattraperaient assez rapidement.

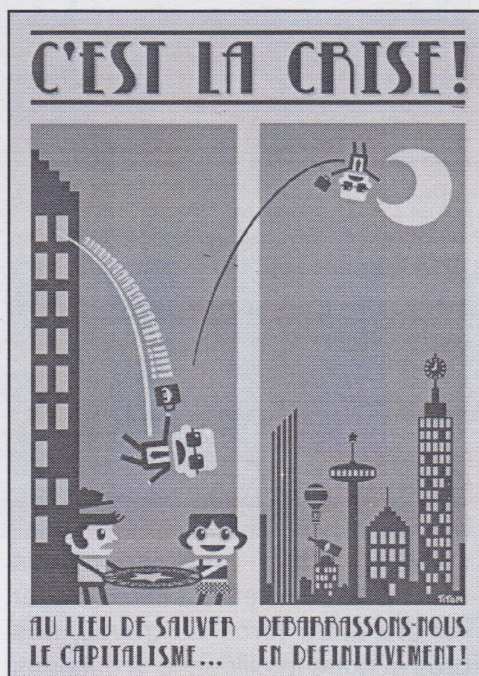
Être payé 10 $ l'heure pour visser des pattes sur 6 tables, dans une opération qui ne prend que 10 minutes à effectuer pour ensuite passer 50 minutes à jouer à des jeux vidéo ou à regarder la télé, est-ce que c'est être exploité?

Au premier abord, nous pouvons être tentés de répondre non. Cependant, même si les conditions de travail et le salaire sont plus qu'acceptables, cette personne est quand même exploitée puisque le patron tire profit de son travail.

Toujours à l'aide de cette situation fictive, regardons de plus près les coûts de production que l'employeur doit défrayer. Il paie son employé 10 $ l'heure pendant 8 heures; celui-ci lui coûte donc 80 $ en salaire. Supposons que la matière première, soit les matériaux utilisés pour fabriquer la table, lui coûte 2 $ et qu'il met 2 $ de côté pour payer l'équipement et la machinerie et qu'il prévoit aussi 1 $ pour la publicité. Ce qui lui fait 5 $ pour ses coûts de production.

Disons qu'il vend ses tables à un prix de 20 $. Ce prix raisonnable lui assure ainsi d'écouler toute la production, soit 6 tables par heure. Le coût total que le patron doit débourser sera alors de 320 $, soit 240 $ pour les matières premières, l'équipement et la publicité et 80 $ pour le salaire.

Coût de la force de travail (salaire) 10 $ X 8 heures = 80 $
Coût des moyens de production (équipements, machines, matières premières et publicité)
5 $ X 6 tables X 8 heures = 240 $
Coût total (force de travail + coût des moyens de production)
(80 $ + 240 $ = 320$)



Attardons-nous maintenant aux profits à la vente. Comme une table lui coûte 5 $ et qu'il la vend 20 $, il fait donc 15 $ de profit par table.

Prix des tables à la vente – coût de production par table = profit par table (20 $ - 5 $ = 15 $)

À 15 $ de profit par table, le patron fait, au bout d'une journée, un total de 720 $ de profit.

Profit par table fois le nombre de tables fois les heures de travail = profit total pour une journée
(15 $ X 6 tables X 8 heures = 720 $)

Il est intéressant de constater qu'en 4 heures de travail de la part de l'ouvrier, le patron rembourse ses coûts et qu'il fait même un peu de profit.

Profit total pour une demi-journée – coût total = profit pour les 4 premières heures (360 $- 320 $ = 40 $)

Les 4 dernières heures de la journée sont donc pour l'employé un surtravail ou un travail impayé, puisqu'il a déjà remboursé sa dette. Dette qui correspond au salaire que le patron lui doit en échange de l'utilisation de sa force de travail. Conséquemment, sa force de travail n'est pas payée à sa juste valeur puisqu'en moins d'une heure, grâce au profit que l'employeur fait sur son travail, il rembourse le salaire que l'entrepreneur doit lui verser.

Salaire pour une journée = 80 $
(5 $ de profit par table X 6 tables X 1 heure = 90 $)

Durant les 4 dernières heures, les profits réalisés vont directement dans les poches du patron. Pour l'entrepreneur, la force de travail de l'ouvrier produit alors une valeur supplémentaire et c'est cette plus-value qui permet au patron d'accumuler son capital. En conséquence, c'est dans cette plus-value que réside l'exploitation, l'élément central du système capitaliste.

C'est pour cette raison que la lutte pour de meilleurs salaires et pour une réduction du temps de travail est si importante, car elle permet de diminuer notre exploitation.

À l'intérieur du système capitaliste, cette lutte pour l'augmentation ou la diminution de la plus-value demeure essentielle. En effet, c'est une lutte qui vise directement le partage, entre les salaires et le profit, des richesses créées.

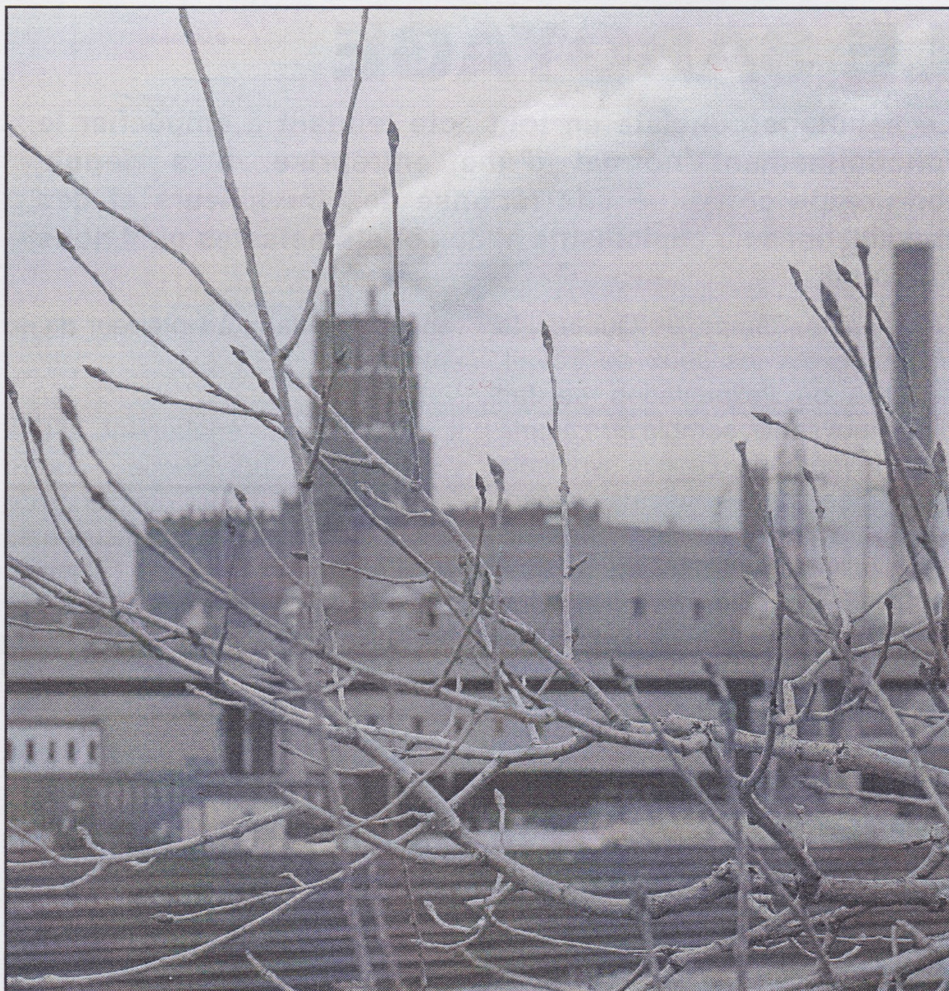
Par conséquent, un patron ne peut réellement améliorer son profit qu'en payant moins cher ses employés tout en les faisant produire davantage plus longtemps. Il pourrait vendre ses produits plus cher, mais dans un système économique basé sur l'offre et demande il y a un prix plafond à ne pas dépasser. Pour rester compétitif, le patron ne peut vendre ses produits trop cher. Si c'est le cas, les clients vont tout simplement aller acheter ailleurs.

Ainsi, à long terme, la hausse des prix de ses produits n'est pas pour lui une solution envisageable. De plus, si tous les commerçants décident de faire comme lui en augmentant leurs prix, celui-ci devra inévitablement payer plus pour ses matières premières, ce qui réduirait ses profits.

Logiquement, pour satisfaire sa recherche de profit, le patron doit forcément diminuer le salaire de ses employés, tout en les faisant travailler plus. Tandis que les travailleurs et les travailleuses, eux, n'aspirent qu'à gagner plus tout en travaillant le moins possible. Ces intérêts contradictoires poussent naturellement le prolétariat et les capitalistes à s'affronter.

Ces deux classes antagonistes et irréconciliables s'affrontent ainsi avec comme objectif réel de perpétuer ou d'éliminer l'exploitation. Tant qu'une minorité, les capitalistes qui possèdent les moyens de production, tirera profit du travail du prolétariat qui ne possède que sa force de travail, l'exploitation continuera d'exister.

Cette analyse démontre la grande différence entre les réformistes et les révolutionnaires. Les réformistes veulent encadrer le capitalisme et ainsi réduire l'exploitation avec des



réformes. Les révolutionnaires, eux, veulent éliminer l'exploitation. L'exploitation ne peut forcément être éradiquée qu'en éliminant le capitalisme.

Le capitalisme est un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. Comme les moyens de production appartiennent à un individu ou à un groupe restreint d'individus, ce sont eux qui retirent le profit de la production des biens. Et cela, même si cette production a été effectuée par quelqu'un d'autre, soit la majorité travaillante.

Puisque le travailleur vend sa force de travail et que celle-ci est achetée par le propriétaire en échange d'un salaire, le capital accumulé par cette force appartient formellement au propriétaire de l'entreprise. Comme quelqu'un d'autre tire profit de son travail, nous ne pouvons nier que le prolétaire soit exploité, et cela, même si ses conditions de travail et salariales peuvent être plus qu'acceptables.

Par conséquent, donner un visage humain au capitalisme n'éliminera absolument pas l'exploitation. Ainsi, la seule façon d'éliminer réellement l'exploitation, c'est d'éliminer le capitalisme, ce qui ferait disparaître du même coup la propriété privée des moyens de production.

En effet, si les profits de notre travail nous sont redistribués, que nous travaillons pour nous même et pour la collectivité, nous ne pouvons plus parler d'exploitation, d'où la nécessité de lutter pour la collectivisation des moyens de production.

xrednicx

LE SABOTAGE

Le sabotage consiste en tout acte tendant à empêcher le fonctionnement normal d'une entreprise. Il a depuis longtemps constitué une réponse des travailleurs et des travailleuses au capitalisme et aux effets néfastes qu'il nous fait subir.

Ces derniers temps, au Québec, le sabotage sur les lieux de travail, l'endroit où l'exploitation se fait avant tout sentir, semble être écarté comme méthode d'action syndicale privilégiée. Les syndicats veulent avant tout éviter les effets pervers que l'utilisation du sabotage peut entraîner dans l'opinion publique suite aux commentaires évidemment négatifs véhiculés par les médias.

Toutefois, s'il n'entre plus vraiment dans les moyens d'actions favorisés par les syndicats, il semble que l'influence du légalisme y soit pour beaucoup. Aussi, les syndicats cherchent de plus en plus à monnayer une paix sociale plutôt qu'à obtenir des changements qui pourraient déstabiliser le système économique à l'avantage des prolétaires. Pourtant, il ne faut pas oublier que, même s'il est plus souvent individuel, le sabotage a néanmoins connu des applications collectives efficaces d'une ampleur remarquable.

Le sabotage peut être vu de plusieurs façons. Tout d'abord, il peut s'agir d'un simple acte de vandalisme. Les gens qui font du vandalisme pour le simple plaisir de dégrader leur environnement immédiat, ici leur lieu de travail, risquent d'agir de la même façon lorsque les moyens de production seront collectivisés et nuiront donc à la collectivité. Même s'il est condamnable, ce vandalisme, celui sans raison politique apparente, témoigne de la dégradation des rapports sociaux à l'intérieur d'une entreprise.

Il peut s'agir également d'une vengeance individuelle contre l'entreprise, contre les conditions de travail, salariales ou une décision du patron. Quelquefois, il peut s'avérer difficile d'approuver ces actes, car ces réactions individuelles sont rarement porteuses d'une vision réfléchie visant des objectifs politiques à atteindre dans le but d'améliorer les conditions de vie du prolétariat. Malgré tout, elles ne sont en aucun cas condamnables, car les capitalistes récoltent tout de même ce qu'ils sèment. Reste que ce genre de réaction isolée est préférable à la morne soumission.

Finalement, il peut s'agir d'une action individuelle ou collective motivée par un contexte de lutte. Le sabotage peut alors s'inscrire dans un rapport de force entre les travailleurs et leurs patrons si cette action se fait dans le cadre d'un conflit précis à l'intérieur d'une entreprise spécifique.

Rapport de force

Le sabotage peut également s'inscrire dans un rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie, ou une partie de ses classes sociales, si le sabotage se répand dans plusieurs lieux de travail. Il s'agit alors de moyens d'action utilisés par le prolétariat organisé dans le cadre de la lutte de classe généralisée. C'est ce genre de sabotage qu'il faut avant tout encourager.



Toute recrudescence de la lutte des classes s'accompagne évidemment d'une recrudescence d'actions de sabotage. Il est alors le fait de travailleurs conscientisés ayant un objectif précis en tête. C'est une arme d'autant plus inquiétante pour le patronat qu'elle peut être utilisée méthodiquement et discrètement, donc sans offrir de prise à la répression, à moins bien sur que le responsable soit pris sur le fait.

Dans le contexte actuel, le sabotage peut servir à atteindre un objectif partiel lors de négociations entre les syndiqués et leurs patrons. Cela peut être l'exigence d'un nouvel acquis social ou, comme c'est malheureusement souvent le cas de nos jours, défendre un acquis menacé. Par cet acte, les travailleurs espèrent faire fléchir le patron qui risque de perdre davantage en campant sur ses positions qu'en acceptant la revendication.

Hors du contexte de négociation syndicale encadré ou pour les employéEs non syndiquéEs, le sabotage, de par son anonymat, peut constituer un excellent avertissement à l'employeur.

Les actes de sabotages peuvent inviter le patron, si la pratique se reproduit ou se généralise, à réfléchir deux fois avant de prendre de nouvelles mesures agressives à l'encontre des employés ou l'amener tout simplement à remettre en cause sa façon de gérer son entreprise. Le sabotage est alors perçu comme une façon radicale d'améliorer à court terme les conditions de travail.

Prudence

Par contre, il ne faut pas oublier que le sabotage, comme la grève et comme n'importe quelle autre forme de lutte, peut dans la conjoncture actuelle se retourner contre les intérêts immédiats des travailleurs.

Un individu pris à faire de tels actes risque de perdre son emploi et, en cas de surproduction, une entreprise peut décider de fermer une usine dont les ouvriers sont trop combatifs.

Une lutte doit donc, d'un côté, tenir compte de ce paramètre, et d'autre part, tenir compte du fait que capituler sans lutter à chaque menace patronale est suicidaire.

Les travailleurs en lutte doivent donc à la fois élargir les formes de lutte et élargir la lutte en essayant de l'étendre aux autres lieux de travail. Tout cela nécessite une force politique révolutionnaire et une force syndicale révolutionnaire et pour l'instant, nous sommes, malheureusement, encore loin de ce niveau d'organisation. Ce n'est pas une raison pour tomber dans l'attentisme et se dire que rien n'est possible tant que nous ne sommes pas organisés de manière cohérente et efficace. Comme les forces politiques et syndicales révolutionnaires se développent par la pratique, le meilleur moyen de ne jamais voir la fondation d'un authentique parti ou organisation révolutionnaire, c'est d'attendre sa fondation.



De plus, il ne faut pas oublier que la radicalisation des gens se produit souvent sur le terrain suite à l'accumulation des luttes, des expériences politiques des débats théoriques.

Le sabotage sous toutes ses formes peut aider à établir une force politique et syndicale révolutionnaire même si, comme c'est souvent le cas actuellement, il ne vise que des objectifs à court terme.

En effet, dans la conjoncture actuelle, il faut que les travailleurs et les travailleuses reprennent conscience de leurs forces lorsqu'ils sont unis et surtout qu'ils reprennent confiance dans leurs moyens de riposter et d'obtenir des gains. Le sabotage demeure donc un outil essentiel, parmi d'autres il est vrai, pour y arriver.

xrednicx

PERDRE SA VIE EN TENTANT DE LA GAGNER

Exploités au plan salarial par des employeurs sans scrupules qui feraient n'importe quoi pour augmenter leurs profits, de trop nombreux ouvriers québécois qui travaillent pour survivre paient chaque année un prix encore plus élevé pour l'insouciance de leurs patrons : ils y laissent leur vie ou leur santé.



Au Québec, 184 ouvriers ont perdu la vie en tentant de gagner la leur l'an dernier. Dans plusieurs cas, l'avidité des employeurs et leur négligence sont en cause.

Les chiffres relatifs aux accidents de travail au Québec ont de quoi faire frémir et se demander s'il s'agit bien de statistiques touchant notre territoire. Année après année, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui sont blessées, mutilées ou tuées au travail. Souvent, ce sont les jeunes qui écopent le plus et, dans plusieurs cas, la négligence des employeurs, qui sont plus intéressés par le profit que par la sécurité des ouvriers, est à blâmer.

Domaine de la construction

Dans le seul secteur du bâtiment et des travaux publics, 7700 accidents de travail ont eu lieu en 2007 dont 54 se sont avérés mortels. De ce nombre, 16 travailleurs sont morts par « accident » alors que les maladies professionnelles ont coûté la vie à 38 autres. Du côté des blessures, elles sont causées par des chutes dans 10% des cas et, globalement, c'est le dos qui est le plus souvent atteint avec 21% de toutes les lésions. Les autres risques les plus souvent rencontrés sur les chantiers sont en lien avec les électrocutions, les effondrements et à l'exposition des travailleurs à des substances toxiques tel l'amiante ou la silice, lesquelles entraînent des maladies pulmonaires, des cancers et, ultimement, la mort.

Dans le domaine de la construction, plus de 10% des cas d'accidents avec blessures ou décès sont directement reliés à la mauvaise tenue des lieux, selon la Commission de la santé et de la sécurité au travail qui a émis 2800 constats d'infraction en 2007 à des employeurs dont le chantier n'était pas sécuritaire.

Il est important de mentionner que selon la loi et les règlements en vigueur au Québec, c'est l'employeur qui est le premier responsable en matière de santé et de sécurité du travail. C'est à lui de s'assurer de la sécurité des lieux de travail, de planifier les travaux sécuritairement et de fournir aux travailleurs tous les équipements et accessoires de protection nécessaire.

Les machines qui tuent

Dans le domaine industriel, par négligence ou pour sauver du temps, ou alors en raison de leur

désuétude, des machines dangereuses sont souvent laissées non cadenassées lors de travaux d'installation, d'entretien ou de réparation. Vous vous souvenez de l'horrible publicité de la CSST l'automne dernier, dans laquelle on voyait un travailleur se faire écrabouiller le crâne ?

De tels accidents mortels surviennent en moyenne 6 fois par année, mais ceux auxquels les travailleurs survivent, en ressortant gravement blessés et mutilés, arrivent des dizaines de fois par jour pour un total de 5225 accidents de ce genre l'an dernier. Dans ce cas précis, les jeunes de moins de 24 ans semblent écoper plus qu'à leur tour car ils représentent 23% des victimes.

Tous secteurs de travail confondus, ce sont 20 000 jeunes de 24 ans et moins qui sont blessés, mutilés ou tués au travail chaque année au Québec. Et il ne s'agit pas ici de propagande, mais bien des chiffres officiels publiés par la CSST elle-même, qui entre l'émission de deux constats d'infraction, se contente de campagnes publicitaires choc au lieu de serrer la vis pour vrai aux réels coupables, les employeurs aveuglés par le profit.

De leur côté, les travailleurs et travailleuses à risque, et ils le sont tous car les dangers ne se retrouvent pas seulement sur les chantiers ou dans les usines, doivent se rassembler et s'organiser pour faire valoir leurs droits les plus élémentaires, ceux de rester en vie et de ne pas être mutilés à cause d'une sale job.

En absence de syndicat ou de groupe de soutien, ils ne doivent pas hésiter à faire des plaintes, anonymes s'il le faut, à la CSST qui enverra un inspecteur. En cas d'urgence, tout travailleur a aussi le droit d'exercer un droit de refus de travailler en raison des risques qu'il encourt. Malheureusement, peu oseront le faire, par crainte de perdre leur emploi, et plusieurs continueront d'accepter de travailler dans des conditions dangereuses. Dans ce cas, un sabotage visant l'arrêt de la production peut s'avérer une solution intéressante, non ? En tout cas, c'est sans aucun doute mieux que de perdre un bras, une jambe, sa santé mentale ou encore la vie pour un sale patron capitaliste.

Montagnar

Sources des statistiques : CSST



SALAIRE MINIMUM

4,6 % de l'ensemble de la main-d'œuvre salariée du Québec, soit **148 000 personnes**, gagne le salaire minimum.

58 % des emplois au salaire minimum sont occupés par des **femmes**.

90 % des personnes qui gagnent **le salaire minimum** travaillent dans le secteur des services.

Près de **la moitié** des personnes rémunérées au salaire minimum sont âgées de 25 ans et plus et la majorité d'entre elles n'étudient pas.

Près d'**une personne sur trois** rémunérée au salaire minimum est le **soutien principal** du ménage.

Il y a plus de gens qui travaillent au salaire minimum dans les **grandes entreprises** que dans les petites.

D'après les données de 2005. Source : aubasdelechelle.ca

LE SALAIRE MINIMUM

Le 1er mai 2009, le gouvernement du Québec a haussé le salaire minimum à un taux horaire de 9 $ l'heure. Cette augmentation nous est présentée comme un moyen pour enrayer la pauvreté chez les travailleurs les moins fortunés. Mais est-ce vraiment suffisant? Absolument pas.

En effet, ce montant reste nettement en dessous du seuil de faible revenu calculé par Statistique Canada. Le seuil de faible revenu avant impôt pour une personne seule en 2005 est de 20 778 $.[1]

Pour obtenir le seuil de faible revenu pour 2009, nous n'avons qu'à indexer ce montant à l'indice des prix à la consommation (IPC) estimé pour février 2006 à 5,8 %.[2] Ce qui nous donne un montant de 21 983 $.[3]

Si nous divisons ce montant par 52 semaines et par 40 heures nous obtenons le montant de 10, 57 $, soit le salaire minimum qui devrait logiquement entrer en vigueur en 2009.[4]

Rappelons que le revenu annuel brut d'une personne qui travaille 40 heures par semaine au taux actuel du salaire minimum, soit 9 $, est de 18 720 $. Ce revenu ne représente que 85 % du seuil de faible revenu. Le revenu annuel de la personne qui travaille dans les mêmes conditions, mais 35 heures semaines, est de 16 380 $ et ne représente que 74,5 % du seuil de faible revenu.

Pour que son revenu annuel atteigne le seuil de faible revenu, une personne rémunérée au taux actuel du salaire minimum doit travailler près de 47 heures par semaine.

Il semble que la hausse du salaire minimum décrétée par le gouvernement ne vise pas à



assurer un revenu minimum décent aux travailleuses et travailleurs, mais bien à protéger les profits des entreprises.

Effectivement, une hausse insignifiante du salaire minimum permet aux entreprises de continuer à faire une marge de profit respectable tout en nous donnant l'impression que cela améliore le sort des travailleurEs les plus pauvres, tout en ayant l'air de contribuer à régler le problème de la pauvreté

La hausse du salaire minimum de la part du gouvernement est donc un leurre qui vise à rassurer les gens qui se retrouvent au bas de l'échelle en leur faisant croire qu'il fait tout en son possible pour améliorer leur situation.

La hausse du salaire minimum doit faire partie intégrante d'une stratégie globale de lutte contre la pauvreté. Il faut donc rapidement mettre en place une politique de redressement qui doit permettre d'annuler l'écart de 15 % entre le seuil de faible revenu et le revenu annuel d'une personne travaillant 40 heures par semaine au salaire minimum.

Cependant, il ne faut pas s'attendre à ce que le gouvernement accepte, de son plein gré, de hausser le salaire minimum afin que les travailleurs et les travailleuses les plus défavorisés puissent avoir un revenu décent.

Puisque cela va à l'encontre des intérêts immédiats de la bourgeoisie qui sont de nous faire travailler le plus longtemps possible au plus bas taux possible afin d'accroître considérablement son capital.

Par conséquent, si nous voulons obtenir ce gain pour les travailleuses et les travailleurs les plus pauvres, il nous faut, tous ensemble, lutter de façon déterminée afin d'obtenir une amélioration, bien légère il est vrai, des conditions salariales des travailleurs et destravailleuses les plus démunis.

Tout en gardant à l'esprit que tant qu'une minorité de privilégiés possédera les moyens de production, la pauvreté chez les travailleurs les moins fortunés ne pourra être réellement enrayée.

xrednicx

[1] Il s'agit des dernières données disponibles.

[2] L'IPC de février 2009 correspond à 113,8 et l'IPC de février 2006 à 108. *Liste des prix à la consommation depuis 1995, Banque du Canada.*

[3] 20 778$ + 5,8% = 21 983$

[4] 21 983$ / 52 = 422,75$. 422, 75$ / 40 = 10,57$

LA FÊTE OUI, MAIS LA LUTTE AUSSI

L'origine du 1er mai, comme étant la journée internationale des travailleurs et des travailleuses, remonte à l'année 1884 aux États-Unis. À cette époque, les syndicalistes américains veulent imposer aux patrons une limite de 8 heures pour la journée de travail, soit une semaine de travail de 48 heures, le dimanche étant la seule journée de congé. Ils choisissent le 1er mai pour débuter leurs actions en se donnant 2 ans pour réussir à obtenir leur réduction du temps de travail.

Évidemment, au 1er mai 1886, la journée de 8 heures est loin d'être appliquée dans la majorité des entreprises américaines. Afin de mettre un peu plus de pression, 340 000 travailleurs et travailleuses déclenchent une grève générale.

À Chicago, le 4 mai, suite à la mort de 3 grévistes, a lieu une marche de protestation. En soirée, à Haymarket Square, une bombe explose et tue un policier. Suite à cette explosion, les forces de l'ordre décident de charger et sept autres policiers trouvent la mort dans l'altercation qui s'ensuit. Après cette manifestation, 5 syndicalistes seront condamnés à la pendaison, et ce, sans preuve réelle.

En souvenir de ces événements, le 20 juillet 1889, la IIe Internationale socialiste propose de faire du 1er mai une journée internationale de manifestation afin d'obtenir la journée de travail de 8 heures.

C'est de cette façon que le 1er mai s'est encré dans la tradition des luttes ouvrières. Puis, en 1920, la Russie bolchevique décide de faire de cette journée la fête des Travailleurs. Le 1er mai devient ainsi graduellement une fête légale chômée dans plusieurs autres pays.

En revanche, ce n'est pas le cas en Amérique du Nord. En effet, à l'époque, les syndicats nord-américains refusent de s'aligner sur une orientation socialiste. Les gouvernements américains et canadiens préfèrent donc faire de la fête du travail le 1er lundi de septembre. La fête du Travail, quant à elle, doit son origine à l'écrasement en 1894 de la grève des ouvriers de l'usine Pullman, une entreprise située à Kensington près de Chicago. Le président de l'époque décide d'envoyer



12 000 soldats afin de faire cesser la grève. Évidemment, cette démonstration de force dégénère en affrontement entre grévistes et militaires, ce qui entraîne mort d'hommes. Le mouvement des grévistes fut anéanti et les employés durent même s'engager à ne plus se syndiquer. La répression fut si féroce que des élus à Washington réussirent à faire passer la proposition d'une journée chômée en l'honneur des travailleurs. Dans l'espoir de se faire réélire, le président signe ce projet de loi qui instaure le Labor Day, soit la fête du Travail.

De toute évidence, les délégués de l'Internationale socialiste n'ont jamais envisagé d'accoler le mot fête au 1er mai. En effet, la résolution ne parle que de grande manifestation internationale. Dans les appels pour cette journée internationale, le mot fête apparaît un peu plus tard.

Il s'agissait surtout de contourner le risque d'une interdiction en insistant sur le caractère pacifique de la journée. Cela permettait ainsi de répliquer aux campagnes alarmantes de la bourgeoisie qui prêtaient aux syndicats des intentions de saccages et de destructions.

L'idée de festivité avait aussi pour but d'encourager les travailleuses et les travailleurs à participer en grand nombre à la manifestation. Dès lors, les travailleurs et les travailleuses avaient comme objectif de démontrer symboliquement, en défilant sur la place publique, la solidarité du prolétariat, de même que son existence en tant que classe sociale distincte.

Par contre, le respect de l'origine combative du 1er mai, ainsi que le souvenir des répressions qu'ont du vivre ses participants à certains moments, ne signifie surtout pas que sa célébration doit être nécessairement austère et affligeante.

Au contraire, la lutte de classe doit stimulée l'optimiste, l'enthousiasme et même la joie. Parce que le 1er mai est, depuis ses débuts, une journée d'espérance et de lutte pour une société plus juste, égalitaire, libre et pacifique, il est fondamental qu'elle soit aussi une journée de fête.

xrednicx

Y'A PAS QUE LA OÏ

Dominique Grange

En mai 1968, Dominique Grange fait partie du Comité révolutionnaire d'agitation culturelle de la Sorbonne. Elle s'implique alors activement dans le mouvement en allant chanter, avec d'autres, dans les usines en grève.

En 1969, comme de nombreux militants de l'époque, elle cesse ses activités professionnelles et décide d'aller travailler en usine près de Nice pour continuer l'agitation politique.

C'est à ce moment qu'elle écrit *Les Nouveaux Partisans.* La chanson devient rapidement un hymne important pour le mouvement maoïste de la Gauche prolétarienne (GP), dont Grange est alors une militante active.

Dans les années 70, Dominique ne peut échapper à la répression qui vise les militants révolutionnaires de la GP. Elle se retrouve derrière les barreaux avant de se réfugier dans la clandestinité.

De nos jours, sans renier ses idées politiques de jeunesse, elle s'est rapprochée de l'anarcho-syndicalisme. Elle continue ainsi son combat d'artiste engagée en demeurant toujours active politiquement.

Elle vient de publier, avec son compagnon Tardi, un album BD-CD intitulé *1968-2008…N'effacez pas nos traces.*

www.myspace.com/dominiquegrange





LES NOUVEAUX PARTISANS

Écoutez les nos voix qui montent des usines
Nos voix de prolétaires qui disent y en a marre
Marre de se lever tous les jours à cinq heures
Pour prendre un car un train parqués
comme du bétail

Marre de la machine qui nous saoule la tête
Marre du chefaillon, du chrono qui nous crève
Marre de la vie d'esclave, de la vie de misère
Écoutez les nos voix elles annoncent la guerre

Nous sommes les nouveaux partisans
Francs-tireurs de la guerre de classe
Le camp de peuple est notre camp
Nous sommes les nouveaux partisans

Regardez l'exploité quand il rentre le soir
Et regardez les femmes qui triment toute leur vie
Vous qui bavez sur nous, qui dites qu'on
s'embourgeoise

Descendez dans la mine à 600 mètres de fonds
C'est pas sur vos tapis qu'on meurt de silicose
Vous comptez vos profits, on compte nos mutilés
Regardez nous vieillir au rythme des cadences
Patrons regardez nous, c'est la guerre qui commence

Nous sommes les nouveaux partisans
Francs-tireurs de la guerre de classe
Le camp de peuple est notre camp
Nous sommes les nouveaux partisans

Et vous les gardes-chiourmes de la classe ouvrière
Vous sucrer sur notre dos, ça ne vous gêne pas
Vos permanents larbins nous conseillent la belote
Et parlent en notre nom au bureau du patron
Votez, manipulez, recommencez Grenelle
Vous ne nous tromperez pas, maintenant ça marche plus
Il n'y a que deux camps, vous n'êtes plus du nôtre
À tous les collabos, nous on fera la guerre

Nous sommes les nouveaux partisans
Francs-tireurs de la guerre de classe
Le camp de peuple est notre camp
Nous sommes les nouveaux partisans

Baladez-vous un peu dans les foyers putrides
Où on dort par roulement quand on fait les trois huit
La révolte qui gronde au foyer noir d'Ivry
Annonce la vengeance des morts d'Aubervilliers



C'est la révolte aussi au cœur des bidonvilles
Où la misère s'entasse avec la maladie
Mais tous les travailleurs immigrés sont nos frères
Tous unis avec eux ont vous déclare la guerre

Nous sommes les nouveaux partisans
Francs-tireurs de la guerre de classe
Le camp de peuple est notre camp
Nous sommes les nouveaux partisans

La violence est partout, vous nous l'avez apprise
Patrons qui exploitez et flics qui matraquez
Mais à votre oppression nous crions résistance
Vous expulsez Kader, Mohamed se dresse

Car on n'expulse pas la révolte du peuple
Peuple qui se prépare à reprendre les armes
Que des traîtres lui ont volé en 45
Oui bourgeois contre vous, le peuple veut la guerre

Nous sommes les nouveaux partisans
Francs-tireurs de la guerre de classe
Le camp de peuple est notre camp
Nous sommes les nouveaux partisans

Paroles et musique:
Dominique Grange, 1970

1919 : GRÈVE GÉNÉRALE À WINNIPEG

Du 15 mai au 25 juin 1919, plus de 50 000 travailleurEs, syndiquéEs ou non, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, cessent de travailler. Les usines et les commerces sont fermés et les transports publics sont arrêtés, ce qui paralyse complètement la ville de 175 000 habitants. Il s'agit de la première grève générale en Amérique du Nord.

À travers cet événement, le prolétariat de cette ville des prairies fait preuve d'une solidarité de classe exemplaire. Il faut dire que le succès de la révolution russe et l'essor du syndicalisme révolutionnaire favorisent grandement l'agitation ouvrière. De plus, à cette époque, un sentiment de frustration lié à la Première Guerre mondiale parcourt l'ensemble de la population.



Les soldats démobilisés sont convaincus qu'ils méritent mieux que le chômage et l'inflation qui les accueillent à leur retour de la guerre. Ils ont le sentiment qu'après des années de massacres, ils ont assez versé de sang et de sueur à cette bourgeoisie qui n'a fait que s'engraisser sur leur dos sans avoir à risquer sa peau.

Au début de mai, les ouvriers de la construction et de la métallurgie de la région de Winnipeg se mettent en grève dans le but d'obtenir des salaires plus élevés et la journée de travail de huit heures. Les travailleurs tentent également d'obliger leurs patrons à négocier avec leur Conseil des métiers plutôt qu'avec un groupe isolé de travailleurs à la fois, comme c'est le cas à l'époque.

Le 6 mai, le Conseil des métiers et du travail de Winnipeg, l'organisation qui réunit l'ensemble des syndicats de la ville, décide de consulter ses membres sur l'opportunité d'une grève générale en appui aux travailleurs en grève. Celle-ci est votée à majorité le 13 mai et un comité de grève est créé pour coordonner les actions des grévistes. Ce comité est composé de 300 personnes, soit au moins 3 délégués par syndicats impliqués dans la grève.

Comme les grévistes sont solidaires envers la population de la ville et qu'ils ne veulent surtout pas se mettre celle-ci à dos, le comité dirige pendant tout le conflit, qui débute le 15 mai, les services essentiels tels la livraison de la nourriture et la distribution de l'eau.

Les camions de livraison portent l'inscription « avec l'autorisation du comité de grève » pour mettre en évidence qu'il ne s'agit pas de briseurs de grève effectuant un travail pour les patrons.

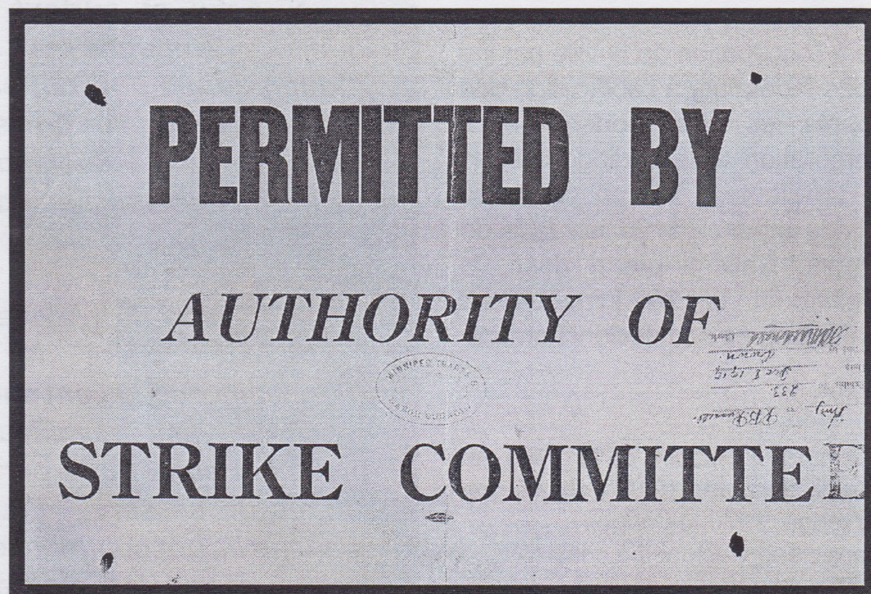
Le lendemain, ceux qui s'opposent à la grève se regroupent dans une association qu'ils nomment comité du citoyen ou comité des 1000. Il s'agit d'une organisation dont la direction est assurée par les propriétaires, les banquiers et les politiciens de la ville. Les membres de ce comité ne sont pas connus du public.

Durant tout le conflit, le comité des 1000 refuse de négocier de bonne foi avec le comité de grève, déclarant que la grève n'est qu'une conspiration révolutionnaire bolchevique dirigée par un petit groupe d'étrangers. La bourgeoisie se sert amplement de ces accusations pour refuser de négocier et pour tenter de diviser les travailleurEs.

Le 22 mai, le gouvernement fédéral envoie un bataillon de soldats afin de soutenir le détachement de la Gendarmerie royale du Nord-Ouest déjà présent depuis le début du mouvement. Craignant que la grève se généralise à l'ensemble du pays, le gouvernement du Canada appuie les employeurs et refuse d'entendre les représentants du comité des grévistes.

Le 23 mai, le ministre fédéral du Travail ordonne aux employés des postes de reprendre le travail sous peine de congédiement. Cet ancien vice-président du syndicat des télégraphistes et premier syndicaliste à être nommé à un poste de ministre au Canada se range rapidement du côté de la loi et de l'ordre bourgeois. Le lendemain, le premier ministre provincial, qui se présente comme un réformateur social, ordonne la même chose à ses fonctionnaires. Quelques jours plus tard, le maire de la ville de Winnipeg, qui lui aussi se définit comme un réformiste, dicte exactement le même ordre à ses employéEs.

Plus de 5 000 grévistes réunis en assemblée, le 25 mai, dans un parc public rejettent l'ultimatum de retour au travail du comité des 1000. Au même moment, plusieurs grèves éclatent un peu partout au Canada dans le but de soutenir les travailleurEs de Winnipeg.



Pendant la grève générale de 1919, des camions de livraison portent l'inscription « *Avec l'autorisation du comité de grève* » pour mettre en évidence qu'il ne s'agit pas de briseurs de grève effectuant un travail pour les patrons.

Face à cet élan de solidarité et de combativité, le gouvernement décide d'augmenter la répression afin de briser le mouvement. C'est ainsi que le 6 juin, le gouvernement canadien amende la loi sur l'immigration pour permettre la déportation immédiate de tout immigrant accusé de sédition, soit d'avoir participé au mouvement de grève.

Le 9 juin, les forces policières municipales, qui sont de plus en plus favorables aux grévistes, sont renvoyées pour insubordination. Les policiers sont remplacés par 2000 auxiliaires spéciaux armés de matraques et se déplaçant à chevaux. Recrutée parmi les briseurs de grève et les fier-à-bras locaux, cette force répressive attaque régulièrement les assemblées et les réunions des grévistes.

« Un nouvel ordre des choses est né. Les forces du mal meurent empoisonnées par leurs crimes. Les cupides et les cruels, ceux qui dévorent le peuple, crèvent d'une indigestion de sang. Frappés durement par les péchés de leurs maîtres aveugles et corrompus, mutilés, décimés, les prolétaires restent toujours debout; ils s'uniront pour former un prolétariat universel et nous verrons se réaliser la grande prophétie socialiste : L'union des travailleurs sera la paix du monde. »

William Pritchard, lors de son plaidoyer d'accusation pour son rôle de dirigeant pendant la grève.

Le 16 juin, quelques dirigeants syndicaux de la métallurgie acceptent l'offre de compromis présentée par l'association des employeurs de la métallurgie. Cette offre garantit une reconnaissance limitée de la négociation collective pour les principales usines, mais pas pour tous les métallos.

Cette position est jugée inacceptable par l'ensemble des travailleurEs qui se sentent littéralement trahis par ceux pour qui ils se sont mis en grève. Le même jour, les principaux dirigeants de la grève sont arrêtés par 500 auxiliaires de police et 50 agents de la Gendarmerie royale. Le ministre fédéral de la Justice

suggère alors que les représentants des grévistes soient tout simplement déportés sans jugement.

Le lendemain, les dirigeants du syndicat du rail commandent à leurs membres de retourner au travail. Ils affirment qu'avec l'acceptation de l'offre par les métallos, la grève de solidarité n'a plus lieu d'être et que la grève générale doit se terminer.

Le 21 juin, les auxiliaires de police municipaux, la police montée et l'armée attaquent une manifestation en soutient aux dirigeants des grévistes incarcérés. Les forces gouvernementales reçoivent l'ordre de tirer sur la foule et de contrôler la ville. Deux manifestants perdent la vie et plusieurs autres sont blessés durant l'affrontement. Le gouvernement intensifie la répression à ce moment précis afin de casser ceux qui veulent continuer la grève, craignant que celle-ci se transforme en insurrection révolutionnaire.

Le 23 juin, le président du Congrès des métiers et du travail du Canada retire son appui à la grève générale de Winnipeg. Sa décision n'est pas surprenante puisque celui-ci avait même précisé quelques mois avant les événements de Winnipeg que « les syndicalistes intelligents sont les piliers du capitalisme ».

Face à l'occupation de la ville par les troupes fédérales, à l'abdication des éléments les plus modérés et à l'incarcération de ses dirigeants les plus militants, le comité des grévistes annonce, le 25 juin, la fin de la grève. Celle-ci prend donc fin officiellement le 26 juin, soit 6 semaines après son déclenchement.

xrednicx

Jackson, Paul. Histoire de la grève générale de Winnipeg 1919. Éditions drapeau rouge. 1979. 44 pages
thecanadianencyclopedia.com
canadianeconomy.gc.ca
canadianencyclopedia.ca



Le 22 mai, le gouvernement fédéral envoie un bataillon de soldats afin de soutenir le détachement de la Gendarmerie royale du Nord-Ouest déjà présent depuis le début du mouvement.

« Les moyens que prend la classe ouvrière pour essayer d'améliorer son sort sont variés. Premièrement, il y a les syndicats qui entreprennent la contestation pour la journée plus courte et des salaires plus élevés. Ensuite, il y a la coopération et enfin et surtout la politique. La campagne pour se syndiquer, qui ne pourrait pas exister sans la liberté de presse, d'assemblée et d'association, oblige les travailleurs à se politiser.

Au début, quand ils n'avaient pas une idée claire de la position qu'ils occupaient dans la société, les travailleurs permettaient aux autres partis politiques de se servir d'eux. Mais quand ils ont commencé à comprendre que les ouvriers forment une classe à part dont les intérêts sont différents de ceux des autres classes, ils ont formé un parti des ouvriers indépendant.

Finalement, la contestation de la classe ouvrière ne pourrait pas se limiter à des améliorations venant de l'intérieur de la structure du système économique existant; si elle veut se libérer de façon permanente, elle est obligée de combattre le capitalisme lui-même. Ainsi est né le socialisme moderne ... (et) le mouvement ouvrier se fond avec le socialisme... »

John Queen, lors d'une allocution devant le jury le jugeant pour son rôle de dirigeant pendant la grève

QUAND COMMUNAUTAIRE NE RIME PLUS AVEC SOLIDAIRE

Ce texte est écrit en réaction aux propos tenus dans l'article « Les organismes communautaires se dissocient de la manif [du 15 mars] » paru dans le quotidien 24 heures, volume 9, numéro 2, du mardi 17 mars 2009.



C'est à l'occasion de la Journée internationale contre la brutalité policière que le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) invite à la manifestation annuelle du 15 mars tout intéressé à dénoncer brutalité et abus policiers.

Le COBP, en plus d'organiser cette manif, s'est doté comme mandat d'informer toutes personnes, plus particulièrement les populations marginalisées, à propos de leurs droits pour mieux les défendre – que ce soit à travers des ateliers, des concerts ou leur fascicule *Surprise?! on a des droits*, distribué gratuitement, notamment via plusieurs organismes communautaires du Québec.

De plus, dans certains cas, le collectif accompagne en cour des victimes du système de répression policière pour leur offrir un soutient moral.

La répression, la judiciarisation, voire la surjudiciarisation, et le harcèlement policier envers les populations dites marginalisées ont été révélés dans toute leur ampleur de façon factuelle à Montréal via le travail effectué par les membres de l'Opération Droits devant (ODD)[1], chapeautée par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

Cet état de fait a été divulgué par le RAPSIM de façon soutenue dans les médias et à travers les organismes communautaires, afin qu'il soit connu, dénoncé et éradiqué.

Aucun intervenant communautaire ne devrait ignorer que cette violence policière, les populations marginalisées la vivent intensément au quotidien et, dans bien des cas, plusieurs fois par jour. Règle générale, la violence est d'autant plus difficile à supporter quand les ressources personnelles d'un individu sont limitées, sans compter la perte de pouvoir et de choix sur sa propre vie quand il est affligé de problématiques multiples.

Arrive le 15 mars. Toutes ces personnes marginalisées – qu'elles soient jeunes et moins jeunes de la rue, issues de minorités visibles, prostituées, punks, etc. – avec leur trop plein d'abus et de violence provenant entre autres de la police, se retrouvent avec des centaines de gens empathiques à leur souffrance.

Commence alors le bal de provocation de la part de l'anti-émeute : habillée en paramilitaire avec pantalon camouflage (du moins cette année), cagoule noire, bouclier, veste pare-balle matraque de un mètre, carabine à projectiles



Lors de la manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière du 15 mars dernier, de nombreux flics étaient déguisés en manifestants. Deux d'entre eux s'étaient même rasé un mohawk et ont agi comme agents provovateurs au point de départ en lançant des feux d'artifice sur leurs collègues de l'anti-émeute... Plusieurs citoyens ont été surpris de voir le déploiement porcin complètement exagéré. On trouvait des flics par centaines dans pratiquement chaque rue ou ruelle...

et, bien sûr, sans aucune identification personnelle. Elle empêche les gens de se rallier à la manif, procède à des arrestations dites « préventives », se moque de manifestants aux visages familiers, etc. Il n'en faut pas plus pour que les personnes encaissant jour après jour les abus policiers se sentent étouffées au moment où elles ont enfin une tribune pour s'exprimer collectivement.

C'est entourées de leurs semblables qu'un sentiment presque oublié de pouvoir ressurgit en elles. Et c'est à ce moment-là que la violence accumulée se retourne vers ceux et celles qui l'ont perpétrée : les policiers et policières. Pour ces personnes qui considèrent souvent qu'elles n'ont plus rien à perdre, les conséquences de leurs actes n'ont, à leur sens, qu'une portée infime sur leur vie.

Quel est le rapport entre les policiers, envers qui on en veut, et le vandalisme au cours de la manif? Pour le graffiti, il s'agit là d'un moyen d'expression publique propre aux marginaux. Quant aux commerces saccagés, ils représentent le système capitaliste qui engendre les injustices et que les systèmes policier et de « justice » protègentet maintiennent.

Restaurants McDonald's, banques, hôtels de luxe, boutiques d'informatique, etc. sont tous des symboles forts du capitalisme. Le vandalisme de ces commerces est parallèlement aussi un acte symbolique. Certes, quand il y a de la casse, il arrive qu'il y ait également des dérapages résultant en des commerces familiaux ou des voitures individuelles qui y passent…

Pour que cette violence lors de la manifestation cesse, on doit arrêter ce qui la cause à la base : la répression policière et le mandat de la Ville qui la cautionne. Tous les organismes communautaires devraient intégrer cette notion et se montrer solidaires envers les populations marginalisées. Ces organismes, ils devraient être les premiers à comprendre cette réalité, eux qui se disent proches et à l'écoute d'elles. C'est pourquoi je fus bouleversé de lire dans le journal 24 heures les opinions de deux travailleurs et d'une directrice du communautaire fustigeant « ce groupe de cabochons [qui] vient défaire tout notre travail en donnant une mauvaise image de la population marginale du centre-ville. »

Cette citation provient d'un intervenant d'un organisme travaillant, entre autres, auprès de la population toxicomane du Centre-Sud. Aurait-il perdu de vue que la plus importante entrave à son travail, est celui des policiers ? Citons : harcèlement et déplacement des populations, nuisance directe envers l'organisme en empêchant les gens d'y accéder, que ce soit en se stationnant trop près du site, les décourageant ainsi de s'approcher, en confisquant le matériel stérile distribué, en limitant l'accès au quartier en entier en



Deux flics undercover au départ de la manifestation du COBP.



Les flics de Montréal ont divisé en plusieurs groupes les manifestants contre la brutalité policière.

émettant des quadrilatères, en les judiciarisant de sorte que des mandats d'emprisonnement soient émis contre elles, sans parler des sévices psychologiques perpétrés à longueur d'année, qu'en retour ces travailleurs doivent panser.

Il est paradoxal de lire que les organismes communautaires, à travers un deuxième intervenant, se disent outrés que les membres du COBP se dotent du droit « de parler au nom des marginaux », alors que lui-même prétend que ces marginaux « font partie de leurs clientèles respectives », en plus de parler au nom de d'autres organismes.

Il rajoute plus loin que « [la manifestation violente] vient défaire tout le travail qu'on effectue avec les policiers. » Premièrement, il est intéressant de savoir que la plupart des membres du COBP proviennent de milieux marginaux et se considèrent eux-mêmes de la sorte. Deuxièmement, si ce « travail » avec les policiers, qui s'en veut un de dialogue pour amener tous les joueurs à mieux se comprendre, était si efficace et légitime aux yeux des dits marginaux, ces principaux concernés ne s'y lanceraient-ils pas par centaines?

Il semble qu'ils optent plutôt pour une manifestation (sans nécessairement qu'il y ait l'option « casse », comme d'autres années), qui n'amène peut-être pas plus en résultats, mais qui permet véritablement de s'exprimer sur les injustices et ce, à leur manière.

C'est à se demander si les organismes ont un mandat d'émancipation sociale ou de normalisation sociale, quand on parle de « manifestation propre » ou lorsqu'on lit que « on est (sic) pas d'accord avec les moyens de dénonciation utilisés », comme le cite la directrice d'un autre organisme communautaire. Pourquoi ne pas en profiter pour rappeler la source de cette violence, telle qu'expliquée plus haut, plutôt que de juger et pointer du doigt les actes lors de la manif eux-mêmes et ceux qui les ont perpétrés?

Il n'est pas étonnant que leurs « clientèles » ne s'impliquent pratiquement jamais dans leur « travail » s'inscrivant dans un cadre normalisant, alors qu'ils sont présents à chaque 15e jour du mois de mars et ce, en nombre toujours plus grandissant, malgré la mauvaise réputation de la manifestation et de ses participants, dénigrés par les mass médias… et maintenant par certains organismes prétendant être solidaires et communautaires.

NO JUSTICE, NO PEACE

Étienne, ancien travailleur de rue du centre-ville de Montréal

[1] À ce sujet, voir : www.rapsim.org/129/OperationeDroitseDevant.montreal

LA CONDITION DES SANS-TOIT DE SÃO PAULO : TENTATIVES DE RÉSISTANCE À UN FASCISME URBAIN

Fascisme urbain et résistance à São Paulo
Entre les sans-toit et la guérilla urbaine

Une habitante de la périphérie Sud de São Paulo nous raconte qu'en temps de fortes pluies elle doit couvrir sa maison sans quoi l'eau pénètre et tout risque de s'effondrer. Dans la nuit du 19 août 2004, six sans-logis armés de sacs de couchage perdent la vie aux mains d'un groupe d'extermination au centre de la ville. Le 25 mars 2007, des sans-toit forcent la porte d'entrée d'un immeuble abandonné à la spéculation immobilière, permettant ainsi à 420 personnes de trouver demeure.

L'émergence de São Paulo en tant que méga ville concentre à la fois les centres de décision d'une économie à la fine pointe des technologies et une population paupérisée subissant les effets d'une ségrégation intra-urbaine. La lutte des sans-toit présente la matérialisation d'une gamme de conflits urbains et de maux sociaux liés aux inégalités de ce que certains ont baptisé par «ville-globale». En s'insérant au cœur de la nouvelle économie transnationale, la ville-globale transpose au niveau local, dans les espaces quotidiens comme celui du logement, une domination qui met en scène un fascisme autre que l'emblématique néo-nazi.



Fascisme urbain : courant hygiéniste et production de l'espace

La ville-globale incarne la nouvelle configuration urbaine vraisemblablement capable de donner aux villes les conditions nécessaires à leur insertion compétitive dans le nouveau monde globalisé. L'espace au sein de la ville-globale vient à être largement dominé par la logique des capitaux transnationaux. Une partie de la population locale, vivant à l'écart des nouvelles technologies du fait de leur inaccessibilité, se trouve de plus en plus séparée du savoir et du pouvoir. Elle devient étrangère à la composition et au mode de fonctionnement du propre environnement au sein duquel elle évolue.

Près de 11% (1 160 590 personnes) de la population de São Paulo vit en zones paupérisées (favelas, on en dénombre 2 018). Le nombre de ces quartiers paupérisés ne cesse d'augmenter en périphérie, mais aussi au centre (taux de croissance de 2,97% par année). Le nombre d'habitants de la rue est en pleine croissance lui aussi. Ces constats se font à l'ombre du phénomène de la spéculation foncière et immobilière internationale dont l'ampleur traduit le pouvoir du capital sur la production de l'espace urbain. Les effets immédiats de cette domination de l'espace se traduisent par le fait que 11,8% (420 000) des édifices paulistes sont vacants alors qu'est officiellement estimé à 380 000 domiciles le déficit en logement de São Paulo.

Une autre facette de cette domination urbaine est caractérisée par une vague hygiéniste laissant place à l'évolution d'une architecture « anti-mandiant ». La construction d'immeubles sans marquises et l'installation de clôtures ou de parapluies dont la fonction est de mouiller le sol la nuit comptent parmi les innovations de cette architecture fasciste. Son but est d'empêcher les sans-toit de trouver demeure, de dormir ou simplement d'empêcher que ne puisse s'asseoir et trouver repos celui ne possédant ni chaise ni lit, mesures qualifiées de répressive et de « nettoyage social » par le professeur de la Faculté d'architecture et d'urbanisme de l'Université de São Paulo (FAU-USP), Joao Whitaker.

Selon ce dernier, il s'agit du reflet d'une vision de la ville et de la production de l'espace urbain tel qu'incarnée par le gouverneur actuel de l'État de São Paulo, José Serra, et son allié Gilberto Kassab, maire de la mégapole. Tel que périodiquement rapporté dans les principaux journaux locaux, la municipalité mène fréquemment des opérations de « nettoyage » la nuit afin de confisquer couvertures et matelas dans le but de les retirer des endroits dits « publics ».

Ces opérations de « nettoyage » ne concernent pas seulement l'architecture ou les pratiques nocturnes de fonctionnaires municipaux. Elles prennent aussi la forme d'actions criminelles débordant les cadres des institutions. Dans la nuit du 19 août 2004, un groupe d'extermination attaque un regroupement de sans-toit du centre.

Cette nuit, six sans-logis perdront la vie et 5 autres seront grièvement blessés. Une septième personne, témoin de l'affaire, perdra la vie lors d'une nouvelle attaque, le 22 août.



Les attaques et assassinats contre les sans-toit sont régulières à São Paulo; on les asperge d'essence durant leur sommeil pour mettre le feu ou on leur lance des pierres à la figure. Ces attaques sont la conséquence logique d'une doctrine fasciste naissant au sein des quartiers de la haute classe et rendue «légitime» par ses porte-paroles; le gouverneur de l'État de São Paulo, José Serra, et le maire de la ville, Gilberto Kassab.

L'occupation: une stratégie de lutte et de résistance ?

Face à la spéculation foncière et immobilière, aux conditions difficiles d'emplois et au manque d'espace pour loger ceux qui n'arrivent plus à payer, nous voyons apparaître à partir de 1990 une croissance des mouvements sociaux urbains qui concentrent leurs luttes autour de la question du logement.

Ces mouvements sont généralement désignés par le terme de mouvements de sans-toit. Il en existe plus d'une dizaine à São Paulo. Ces gens vivent dans le constant dilemme : « si nous payons le loyer, nous ne mangeons pas. Si nous mangeons, nous ne payons pas le loyer ». Ils ont trouvé une troisième voie; celle de l'occupation d'immeubles vacants et de terrains vagues. Leur revendication immédiate est celle de l'accès à des logements dignes et adéquats pour les portions les plus pauvres de la population.

Selon le professeur Bernardo Mançano Fernandes, auteur du livre « La formation du MST au Brésil », ces mouvements de sans-toit seraient un calque urbain des stratégies de lutte du MST (Mouvement des sans-terre) dont il est possible de retracer l'origine dans les milieux ruraux brésiliens à il y a 3 décennies. Le MST, officiellement fondé en 1984, est présent dans 23 États et lutte pour la réforme agraire en empruntant une stratégie visant l'occupation physique (campements) de terrains inutilisés de grands propriétaires terriens.

Les mouvements de sans-toit utilisent une stratégie analogue pour occuper terrains et immeubles non utilisés. Ces occupations dénoncent

l'injustice vécue par les sans-toit, mais aussi l'existence d'immeubles et de terrains laissés inutilisés par les faits de la « loi du marché ».

Des dizaines d'immeubles du centre se trouvent à être occupés par les sans-toit. La plus grande occupation actuelle, celle du Mouvement des sans-toit du centre (MSTC), se trouve au 340 rue Maua. Il s'agit de l'ancien hôtel Santos Dumont, resté abandonné depuis plus de 20 ans. Cet immeuble abritant 120 familles occasionnellement victimes de la répression policière.

Comme dans le cas de la majorité des occupations, l'objectif du MSTC est qu'un organe de la ville, de l'État de São Paulo ou du gouvernement fédéral achète l'immeuble au propriétaire Senifer Mayer Wolf pour en faire des logements sociaux. Ce genre de stratégie encourage parfois une coopération malsaine entre propriétaire et responsables du mouvement dans le but d'emmener l'État à acheter l'immeuble.

La baisse de la fréquence des occupations à São Paulo depuis 2003 pourrait être la conséquence d'une institutionnalisation croissante d'une majorité de mouvements de sans-toit. D'ailleurs, la question se pose à savoir si ce type de soumission aux logiques du capital de la part des mouvements urbains est véritablement souhaité outre que dans les termes de gains immédiats ?

Une résistance radicale ne devrait-elle pas viser une métamorphose du cadre économique et politique (l'exigence et l'imposition de nouvelles règles de jeux) plutôt que de se soumettre aux logiques du marché libéral étant le principal responsable du déficit actuel en logement ?

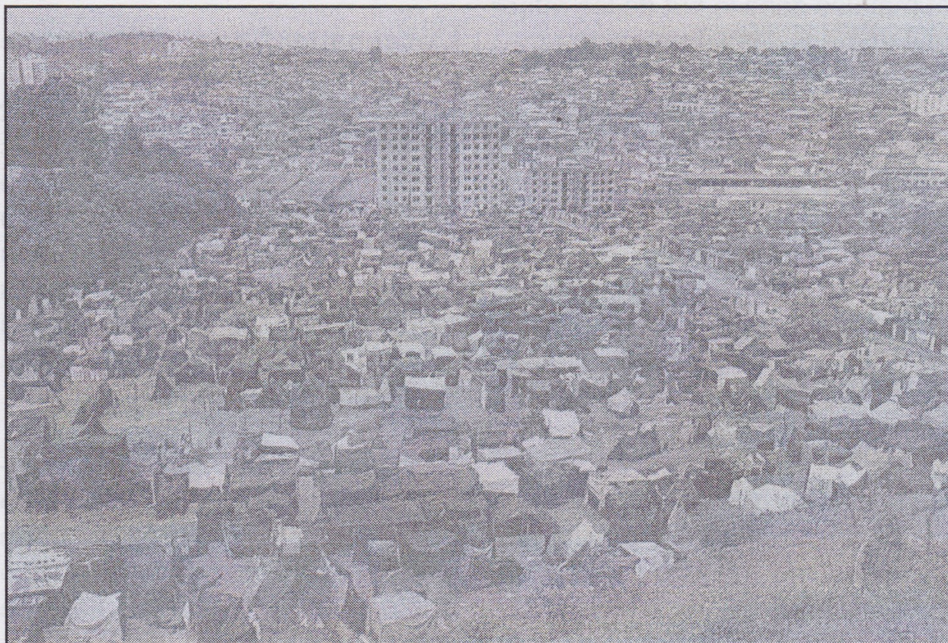
Affronter le monopole de la violence légitime de l'État capitaliste

Pouvons-nous penser une forme de résistance allant à la racine des problèmes du fascisme urbain de la mégapole ? Comment s'opposer au monopole de la violence légitime de l'État, principal outil d'auto-défense – mais aussi d'agression – du capital ? Nous sommes en effet bien loin du radicalisme de Marighella et de sa guérilla urbaine communiste qui avait pour objectif le renversement de la dictature militaire de 1964 au Brésil. Comme il est possible de le percevoir à travers la condition du logement et des sans-toit de São Paulo, la démocratie libérale de 1985 fait finalement perdurer la dictature militaire sous d'autres modalités ; celles du capital et de ses violences symboliques.

La rencontre entre militants (communistes et anarchistes) et prisonniers de droit commun au sein des pénitenciers brésiliens de l'époque du régime militaire a donné naissance, au début des années 1980, au crime organisé qui investit les principaux centres urbains du Brésil. Le CV (Commando vermelho, Rio de Janeiro) et son homologue, le PCC (Primeiro comando da capital, São Paulo) incarnent le très haut niveau d'organisation des mouvements de guérilla urbaine des années 1960 ainsi que leurs justifications idéologiques et politiques pour les joindre à une structure mafieuse de trafique de la drogue.

Il s'agit des groupes urbains dont les actions se trouvent au plus près d'une dynamique de contestation directe aux violences de l'État capitaliste. Mai 2006 fut le théâtre d'une vague d'attentats dirigée par le PCC contre la police de São Paulo. Ces attaques incluent des rébellions dans 73 prisons ainsi que des attaques sur les postes de police et les domiciles de policiers.

Cette semaine d'attaques fit plus de 40 morts et 45 blessés chez les policiers et agents pénitenciers. Selon le journaliste Carlos Amorim, spécialiste du sujet, ces groupes entretiendraient toujours aujourd'hui des liens directs avec des guérillas latino-américaines telles que les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ainsi qu'avec le MRST (Mouvement révolutionnaire des sans-terre) brésilien.



Les dirigeants du PCC et du CV mettent toujours de l'avant l'idée d'une lutte pour l'amélioration des conditions d'incarcération et des conditions de vie dans les quartiers paupérisés. Certains habitants de ces quartiers voient dans ces groupes « criminels » une réponse juste aux pratiques d'assassinat et de torture de la police. Nous sommes cependant aujourd'hui devant la 3e génération de dirigeants du CV et du PCC pour lesquels la gloire et le succès d'une carrière criminelle pèsent souvent plus lourd que la loyauté aux impératifs politiques d'une lutte contre le capital et l'État – sources du fascisme urbain.

C'est en s'engouffrant dans le commerce de la drogue que ces organisations reproduisent les violences du capital contre la population même des quartiers paupérisés.

La naissance de ces organisations mafieuses avait d'abord semé la panique au sein des milieux politiques et militaires des années 1980; la guérilla urbaine communiste semblait se réorganiser de manière impressionnante. Mais la « démocratisation » de la cocaïne dans les mêmes années aura vite fait de récupérer les violences de ces organisations pour les arrimer à la logique du marché (guerre entre gangs pour le contrôle de territoires, luttes intestines pour le contrôle de l'organisation, violence contre le citoyen afin de garantir un meilleur revenu, coopération avec politiciens et force de l'ordre, etc.).

Le tout ne fait qu'amplifier la dépossession de l'espace public chez le citoyen qui se retrouve pris dans une spirale de violence où il vaut mieux se replier sur l'espace privé et se méfier de ses voisins.

L'idée d'une confrontation directe au monopole de la violence légitime de l'État capitaliste perd de son tranchant alors que l'exemple du CV et du PCC montre que la logique marchande et la violence du capital arrivent à récupérer cette tentative de résistance pour l'attacher à un fascisme du même ordre que celui devant être combattu à l'origine. L'important besoin de financement



de ce type d'organisations encourage au commerce de la drogue (c'est aussi le cas des FARC et de nombreuses autres guérillas latino-américaines).

Quelle modalité la résistance des plus démunis peut-elle alors revêtre ? Les discours de populations paupérisées à l'appui des actions du PCC ont, quant à eux, l'avantage de poser comme illégitime la violence de l'État brésilien.

C'est avec agressivité que ces discours exigent la fin de cette domination et gagnent en popularité alors qu'ils circulent à travers la culture hip hop de São Paulo pour pénétrer les foyers des classes moyennes et aisées.

xbenx



RASH SAO PAULO

Entretien avec nos camarades brésiliens

À quel moment RASH Sao Paulo s'est-il formé ? Quelles sont les circonstances qui ont mené à la formation du groupe ?
Alors qu'en 2001, ce qui se rapprochait le plus du mouvement *skinhead* au Brésil c'était des histoires liées aux "skins" de droite, un camarade qui était punk à l'époque à fait un voyage en Italie où il a rencontré des personnes du collectif RASH et SHARP. Ce dernier à rapporté dans sa valise quelques idées du RASH à partir desquelles s'est effectué un certain travail visant à divulguer son expérience vécue auprès des *skinheads* qu'il a connu en Italie.

Ces *skins* n'étaient non seulement pas liés au racisme, mais avaient des idées solides et sérieuses de gauche touchant principalement au combat contre les nazis. Cette même année se sont joints quelques personnes qui adhéraient à ces mêmes idées et qui ont commencé à organiser des réunions afin de définir des objectifs, une structure, etc.

Nous pouvons affirmer que c'est en 2001 que nait sous forme organisée le RASH-SP qui, postérieurement, aura été reconnu par le RASH international comme section officielle de RASH au Brésil.

Par la suite, quelques changements surviennent, de nouvelles personnes se sont jointes à nous, certaines choses sont devenues plus faciles alors que d'autres se compliquèrent. Cependant, le principal objectif se maintien: démystifier l'image du mouvement *skinhead*.

Quelles sont les actions et stratégies que vous privilégiez pour atteindre vos buts ?
Ayant en vue que l'un des principaux objectifs du RASH-SP est de démistifier la mauvaise image qu'a le skinhead au Brésil (nous parlerons de ce point plus en détail à la question #8), nous pouvons dire que les principales actions sont la distribution de zines, l'organisation de «gigs», musique, festivals de foot et manifestations antifas. Évidemment, il y a également des actions visant à vider les rues de la peste fasciste/ nazi qui insiste encore pour y circuler.

Quelle est la tendance politique la plus forte au sein de RASH Sao Paulo ?
Pour ce qui est des membres, nous pouvons dire que nous avons autant d'anarchistes que de communistes, et que ces derniers sont également divisés. Du côté des communistes nous n'avons pas de stalinistes. Indépendamment du collectif RASH, chaque membre milite pour ses idées politiques particulières, que ce soit au sein de syndicats et/ou d'autres collectifs de gauche.

Y-a-t-il des skinheads SHARP au Brésil ? Si oui, quelle est la nature de vos relations avec eux ?
Oui, il existe des individus que se s'auto-proclament SHARP. Il n'existe cependant pas un groupe SHARP sous forme organisée. Cependant, notre relation avec ces individus est étroite, c'est-à-dire qu'ils sont toujours présents dans nos événements et ils nous appuient.

En général, quelle est la tendance la plus populaire dans le mouvement skinhead brésilien et quels problèmes devez-vous affronter ?
En vérité, cette question a déjà été répondue au sein des questions précédentes et sera expliquée davantage dans à partir des questions suivantes. Cependant, nous pouvons dire que dans la scène skinhead, malheureusement, ce sont les dénommés *Carecas* brésiliens (traduction littérale de "*skinhead*" en portugais) qui sont les plus nombreux. Nous avons un accroissement considérable d'antifascistes, mais avec un problème commun: ils manquent d'organisation.

Y-a-t-il un mouvement nationaliste important au Brésil ? Si oui, quel est son impact ?
Au sein du mouvement skinhead nous en avons, oui. Ce sont les *Carecas* brésiliens qui s'auto-proclament skinheads en adoptant cependant des idées ultra nationalistes, homophobes, xénophobes et anti-gauches, enfin...fascistes. Nous pouvons affirmer que leur impact politique est nul du fait qu'il ne s'organisent pas sur cette base.

Leur plus grand impact est au sein même du mouvement skinhead alors qu'ils se baladent dans les rues, agissant comme des gangs, rendant explicites certaines de leurs idées, ce qui se solde, par exemple, par l'agression d'homosexuels. À l'extérieur du mouvement skinhead, nous avons un parti politique avec des idées de droite sans toutefois faire usage de la banière "nationaliste" et qui récolte peu de votes.

Ici, les boneheads se définissent comme des suppémacistes blancs. Qu'en est-il des boneheads brésiliens ? Représentent-ils une réelle meace ?

Nous avons certains groupes *White Power* qui font la promotion de la suprématie de la race blanche, mais au Brésil ce genre d'initiative est pratiquement une blague. Déjà qu'ici, l'identité raciale est très faible du fait d'un grand métissage des peuples et cultures. En effet, la venue du colonialisme et sa rencontre avec les autochtones et les nombreux esclaves africains amenés par la colonisation esclavagiste aura permis un important métissage au Brésil. Ces petits groupes de vermine ne représentent aucune menace véritable et passent dans les médias pour de simples "skinheads" lorsqu'ils commettent des actions sporadiques d'agression. Les médias sensationalistes insistent pour les appeler des skinheads, de manière à dénaturer l'image de notre mouvement.

Qu'en est-il de la scène punk et skin à Sao Paulo ?

Nous préferons commencer en disant qu'il s'agit d'une scène violente qui peut être très confuse aux yeux d'un observateur extérieur. Et de ce que nous allons dire, nous pouvons affirmer que 90% concerne Sao Paulo/SP. Il existe une union entre punks et skins, mais seulement du côté "sérieux" du mouvement. Autrement, nous avons des punks et anarchopunks sectaires, des groupes qui préfèrent se dire trad pour ne pas se compromettre avec la lutte, des gangs nazis et/ou nationalistes qui existent encore et marchent dans les rues.

Pour ce qui est des punks, il en existe qui s'organisent et sont militants tout en nous appuyant et en sachant bien différencier un vrai skinhead d'un bonehead. Cependant, il existe par exemple plusieurs gangs qui se limitent à pratiquer des actes violents contre les punks eux-mêmes. Dans la scène skinhead, nous pouvons dire que la majorité sont les dénommés *Carecas* du Brésil qui, comme nous l'avons déjà dit, s'auto-proclament skinheads mais obéissent à des idées ultranationalistes,



homophobes, xénophobes et anti gauche, bref, fascistes. Il s'agit du groupe le plus ancien à Sao Paulo/SP.

Nous avons quelques gangs avec des idées d'extrême droite et qui agissent réellement comme des bandits. Quand à ces derniers, ils sont devenus une blague. Le White Power en soit est déjà une blague. Au Brésil alors le mouvement WP ne peut pratiquement pas exister, il suffit que ces personnes regardent un peu du côté de leurs propres origines, des conditions sociales qu'ils affrontent, entre autres choses.

Il existe une bonne partie qui aussi se disent trad, ce que nous ne voyons pas tout à fait d'un bon oeil. En effet, beaucoup d'entre eux se disent trad afin de ne pas se compromettre politiquement et d'être du "côté de tous" dans la rue (sauf avec nous, ce que nous ne permettons pas), pour éviter ainsi de possibles affrontements. Malgré cela, il n'est pas possible de nier le fait qu'il existe des trad ici qui maintiennent un certain contact avec nous. Ces derniers refusent en effet de se compromettre politiquement, mais ne tolèrent aucun acte de racisme ou de fascisme et confrontent certains des groupes cités antérieurement. Ces trads organisent également des sound system pour divulguer la bonne musique jamaiquainne.

Nous avons des sympathisants qui sont éparpillés à travers le Brésil. Des individus n'étant pas directement liés au RASH-SP en tant que membres, mais qui nous appuient. Nous avons connu un important potentiel de croissance dans les dernières années de la part de groupes cherchant une reconnaissance du RASH International. Ce qui est positif dans notre cas puisque nous somme encore la seule section officielle au Brésil. Un de ces groupes se trouve dans la ville de Fortaleza/CE qui connait une scène antifasciste combative. Ces groupes structurés en tant que skinheads antifascistes sont éparpillés un peu partout dans le pays, dans des villes comme Porto Alegre/RS, Joinville\SC, Curitiba/PR, Belo Horizonte/MG, Brasilia/DF et Recife/PE.

Quels groupes de musique brésiliens méritent qu'on s'y attarde ?

Les plus grands groupes *Oi!*, Ska, Punk Rock et Hardcore du Brésil connaissant une certaine répercussion internationale sont: Garotos Podres (Oi!), Flicts (Punk / Oi!), Olho Seco (Punk Rock), Cólera (Punk Rock), Ratos de Porão

(Hardcore), Juventude Maldita (Punk Rock), Replicantes (Punk Rock), parmis d'autres. Nous avons cependant aussi des groupes plus récents avec une répercussion régionale/ nationale comme Extra Stout (Ska), Agrotóxicos (Hardcore), Firebug (Ska), Sweet Suburbia (Punk 77) et Subversivos (Street Punk).

Quels sont les problèmes sociaux les plus importants dans votre pays ?
Les problèmes sociaux du Brésil sont les problèmes générés par le capitalisme dans les pays sous-développés/ colonisés. Le Brésil est un pays connaissant de grands écarts et qui souffre grandement des problèmes caractéristiques des pays du Sud "sous-développé" comme des pays du Nord industrialisé. Je crois que notre plus grand problème est l'héritage esclavagiste. Le Brésil est né et a passé la plus grande partie de son histoire sous le règne de l'esclavagisme et aujourd'hui toutes les relations sociales en sont encore contaminées. Les impacts laissés par la colonisation et par l'esclavage au Brésil sont encore clairement visibles de nos jours. Nous souffrons d'une distribution inégalitaire des revenus.

Nous sommes la 4e économie mondiale en terme de concentration des revenus et 10% de la population la plus riche détient 75,4% de toutes les richesses du pays. À peine 6,8% de la population de plus de 25 ans détient un diplôme d'études supérieures.

Tant au Brésil qu'en Amérique du Sud, plusieurs souffrent du problème de la faim qui existe toujours. Surtout dans les régions de la périphérie du Brésil – les régions les plus oubliées – comme, par exemple, la région nord/ nord-est où il existe des enfants en mal nutrition.

Pour ce qui est de la question du chômage, le taux de chômage est en constante croissance et ceux qui sont employés souffrent des longues distances qu'ils doivent parcourir à travers un système de transport en commun marqué par un prix élevé et des conditions précaires.



En effet, le réseau des transports en commun se trouve sur-chargé à l'heure de pointe et la délocalisation des emplois de la périphérie de la ville vers son centre oblige plusieurs employés à bas salaire à parcourir jusqu'à 3 heures de transport en commun pour se rendre sur leurs lieux de travail.

La majorité des brésiliens n'ont pas accès à un réseau de santé descent. Le réseau public est précaire et des personnes meurent toujours aujourd'hui dans les lits des corridors des hopitaux. Oui, c'est bien ça, les personnes meurent dans les corridors d'hopitaux publics en attente de soins médicaux. Nous avons parlé de la concentration des revenus, du chômage, de l'accès à l'éducation, de la santé publique, du transport collectif, mais reste la question de la violence urbaine.

Nous connaissons le trafic (de drogues et d'armes) qui est important et apporte toujours plus de violence. Nous pouvons également faire référence a la surpopulation des centres pénitenciers, à la corruption politique qui est devenue "commune" par ici, à la prostitution infantile, entre autres choses. Pour résumer, le Brésil, ce n'est pas seulement les plages de Rio de Janeiro.

Un dernier mot pour nos lecteurs ?
Nous tenons a remercier l'intérêt porté au collectif du RASH-SP, nous espérons avoir réussi à éclaircir certains des questionnements contenus dans les questions qui nous sont parvenues et nous aimerions rendre encore plus étroite notre relation pour l'échange d'informations.

COLETIVO RASH-SP
e-mail:
contatorashsp@yahoo.com.br
Caixa Postal 11555
05049-970 – São Paulo/SP

ANTIFA



DES VINYLS ET DES POUSSIÈRES

The Hippy Boys



Les skinheads sont reconnus pour avoir à peu près tous le même look, le même style de vie et les mêmes goûts musicaux, qui sont d'ailleurs très larges. Ça va de la oi au reggae, de la soul au dancehall ou du punk au ragga. Dans ce contexte, il est impossible de ne pas laisser dans l'oubli certains artistes qui mériteraient tout de même la peine d'être un brin re-glorifiés!

C'est notamment le cas des Hippy Boys. Ils n'ont jamais été ceux dont on se rappelle, mais pourtant ils paraissent sur plusieurs compilations et on les entend dans les soundsystems où le deejay ne manque pas de faire jouer un ou deux de leurs titres. The Hippy Boys est un groupe créé en 1968 par Lloyd Terell (aka Lloyd Charmers, né Lloyd Tyrell en 1938 à Kingston en Jamaique). Célèbre chanteur, pianiste et producteur, il débuta sa carrière en 1962 aux cotés de Roy Willis sous le nom de The Charmers.

Quand The Charmers se séparèrent, il rejoint Slim Smith et JImmy Riley au sein du groupe The Uniques, pour ensuite s'orienter vers une carrière solo, réalisant deux albums en 1970 et quelques pistes inédites dont "Birth control" (piste dont le groupe britannique The Specials s'est inspirée pour le morceau "Too Much Too Young) et l'album Censored. Ces pistes quelque peu risquées apparurent sous son véritable nom ou sous celui de "Lloydie ad the Lowbites ". Durant les années 70, il fonda sa propre compagnie de disques, "Splash", et se concentra davantage sur la production.

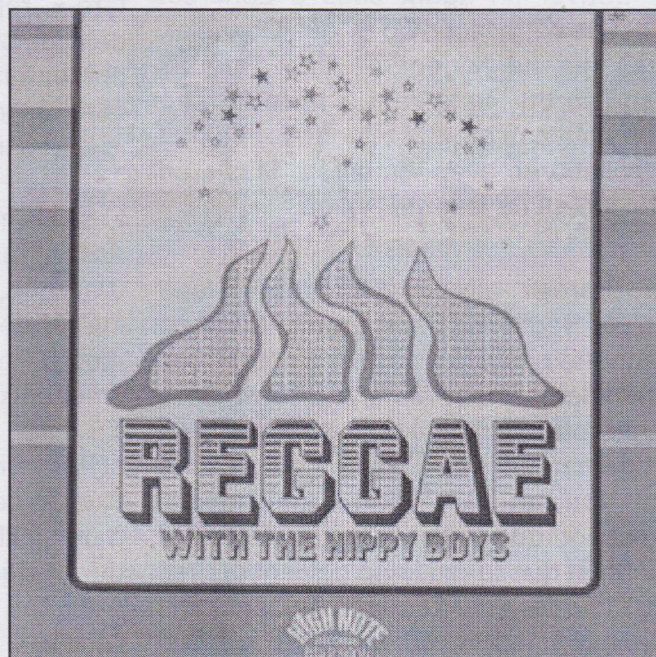
Ce groupe est souvent confondu avec les Upsetters pour la raison suivante : quand la chanson Return of the Django devint un hit en Angleterre, Lee Perry et sa bande furent invités pour une tournée de six semaines (une première pour un groupe de reggae). Cependant, pour des raisons d'emploi du temps, les Upsetters originaux furent empêchés, et Perry dut monter un nouveau groupe. Un jeune groupe appelé les Hippy Boys devint les nouveaux Upsetters.

Le groupe incluait le guitariste, l'organiste et les frères Aston et Carlton Barrett à la rythmique. Les Hippy Boys revendiquent les succès "Look-ka-py-py", "Follow This Sound", "Golden Moon", "Summer Face", "Safari", "Ling Tong Ting" et "Psychedelic Reggae". Étant donné que ce groupe reste plutôt obscur et connut une gloire assez éphémère, on ne détient que des informations restreintes sur les Hippy Boys.

Ils apparaissent sur plusieurs box-sets de Trojan : Instrumental Box-Set et Jamaican Hits, en plus d'être sur plusieurs autres compilations early reggae.

Queenstitt
Sources :

http://fr.wikipedia.org/wiki/The_Hippy_Boys



SLADE : LE PREMIER GROUPE SKINHEAD

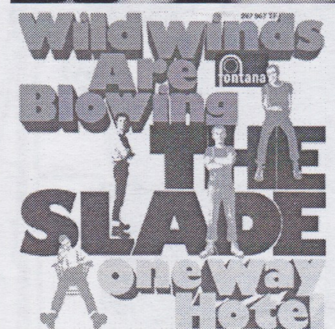
Slade, avec ses costumes scintillants et ses souliers plateformes, est aujourd'hui reconnu dans l'histoire de la musique rock comme étant « le » groupe anglais de glam rock des années 70-80. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il est aussi le premier groupe au monde dont les membres ont tous arboré le look skinhead.



L'histoire de Slade commence en 1966 lorsque la formation anglaise N'Betweens se stabilise après quelques changements de membres. Nous retrouvons alors dans le groupe Noddy Holder comme chanteur-guitariste, Dave Hill à la guitare, Jim Lea à la basse et Don Powell à la batterie. Les quatre resteront ensemble jusqu'en 1992, ce qui est assez rare dans l'histoire du rock en termes de longévité et de loyauté.

Après quelques tournées infructueuses, le groupe décide de se trouver une meilleure compagnie de disques afin de s'assurer un meilleur développement. C'est ainsi qu'en 1969 il signe avec Fontana, une sous division de Phillips Records. Celle-ci fait changer le nom du groupe pour Ambrose Slade. Puisque le groupe provient du West Midlands, leur compagnie de disques leur demande de se trouver un agent basé à Londres. C'est de cette façon que Chas Chandler, celui qui fut l'agent de Jimi Hendrix jusqu'en 68, justement à la recherche d'un nouveau groupe talentueux, se met à collaborer avec Ambrose Slade en s'occupant de leur promotion.

Le premier album d'Ambrose Slade intitulé Beginnings sort en mai 69 et ne remporte pas le succès escompté. Chas Chandler se met alors à penser à ce qu'ils pourraient faire pour qu'ils puissent se démarquer des dizaines de groupes au son et à l'allure semblables. C'est pourquoi le nom du groupe devient Slade et que la musique devient un peu plus lourde, pour l'époque évidemment. Fin 1969, en discutant dans un pub londonien avec Keith Altham, le publiciste de Phillips records, Chandler recherche toujours le moyen d'attirer de la publicité sur le groupe. Altham reconfirme qu'il faut que ce soit quelque chose qui attire l'attention et la controverse, tout en étant aussi à la mode, mais en ayant un aspect agressif et dangereux. Quelque chose comme les skinheads, précise-t-il. Chandler trouve l'idée brillante. En effet, le look skin est alors en Angleterre en pleine ébullition et quoi de mieux qu'un groupe « clean » à cheveux cours pour contraster avec le look hippie.

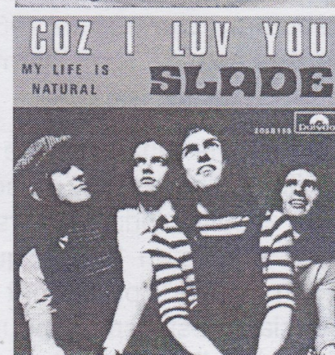


Le lendemain, une fois dégrisé, Altham a de sérieux doutes à propos du look skinhead. Il s'empresse de rejoindre Chandler pour lui faire part de ses préoccupations. « Nous ne pouvons pas leur faire ça, nous allons nous aliéner la presse avec ça », clame-t-il. « Trop tard », répond Chandler. « Nous avons déjà les bottes et les bretelles et ils sont présentement chez le coiffeur pour se faire raser les cheveux ». C'est ainsi que le look skin de Slade est né.



Les membres du groupe se sont pliés assez rapidement à ce changement drastique, puisqu'il y a quand même un intérêt de leur part pour cette nouvelle mode. Par contre, Dave Hill et Jim Lea émettent des réserves sur cette décision. En effet, le nouveau changement de style peut passer pour racoleur et de plus, le genre de musique qu'ils font est à des milliers de kilomètres de distance du reggae auquel le mouvement skinhead est exclusivement associé à l'époque.





Par contre, les membres du groupe n'ont aucun problème avec la conscience de classe associée au mouvement skinhead puisque cela cadre très bien avec leur origine ouvrière du Midlands. Don Powell, quant à lui, trouve cette décision merveilleuse, car il peut se promener n'importe où sans se faire reconnaître et accoster. Il s'avère aussi plus facile pour le groupe de se faire payer lorsqu'ils font face à des promoteurs véreux, même qu'ils sont souvent payé avant le concert.

Néanmoins, tout ne se passe pas toujours aussi bien. Slade est victime de la mauvaise presse et de l'image de violence que les médias accolent aux skinheads. Le groupe est ainsi banni de plusieurs salles de spectacle. En décembre 1969, le groupe se voit annuler deux concerts au Wolves Social Club, bien que le club de football leur assure que ça n'a rien avoir avec leur apparence.

Ce qui ne convainc pas le groupe, puisque cela coïncide comme par hasard, au moment où le club demande officiellement aux skinheads d'enlever leurs bottes s'ils veulent entrer dans le stade.

Durant leur période skin, ils sont aussi banni de Top of the Pops, après une première prestation qui s'est bien déroulée, puisque le fils du directeur de l'émission fut attaqué par des skinheads.

Leur changement de look apparaît clairement sur la pochette de leur 7" *The Slade : Wild Winds are Blowing / One Way Hotel* paru en octobre 1969 sur Fontana.

Si nous comparons celle-ci à la pochette de leur disque *Ambrose Slade : Beginnings* sorti en mai 1969 nous ne pouvons que constater la radicalité de ce changement. Slade sort ensuite l'album *Play it Loud* en novembre 1970 paru sur Polydor, qui a récupéré Fontana Records. L'album n'atteint pas les palmarès anglais, mais reste, pour l'époque, un bon album rock. Il faut surtout se souvenir de cet album comme étant le premier album rock d'un groupe entièrement skinhead.



Leur look skin est encore présent sur la pochette du 7" *Get Down and Get With It / Gospel according To Rasputin* paru en mai 1971, ainsi que sur certaines versions du 7" *Look Wot You Dun / Candidate* parus en février 1972.

Mais plus le temps passe et plus les cheveux allongent et le look skinhead disparaît complètement à partir du 7" *Coz I Luv You / My Life is Natural* sorti en octobre 1971.

Slade reviendra sur son passé skin, durant l'explosion punk de 77, sur la pochette de leur album *What happen to Slade*. Pochette où ils font clairement référence au fait qu'ils ont effectivement changé, mais qu'eux ils étaient skinheads en 70.

Donc, les membres de Slade seront skinheads, comme la majorité des jeunes skins britanniques, de la fin de l'année 1969 à la fin de l'année 1971.

Toutefois, ils ne renieront jamais leur phase skin. Ils reconnaissent même que certains skinheads ont suivi leur carrière musicale encore longtemps malgré leur extravagance vestimentaire reliée au glam rock.

Sources :
www.slayed.co.uk/
www.sladealive.com/
www.slade-weerallcrazee.co.uk/
www.brumbeat.net/aslade.htm
www.expressandstar.com/2006/10/12/those-crazee-days-recalled/

xrednicx

ULTRAS MONTRÉAL

Ceux qui mettent le stade en feu



Les Ultras Montréal se sont fait remarquer par les 55 000 spectateurs présents lors du match historique de l'Impact contre le Santos Laguna, en février dernier.

Il y a quelques années, lors d'une saison où l'administration de l'Impact de Montréal fut particulièrement sévère avec les Ultras Montréal, le slogan ''We Shall Not Be Moved'' commença à se faire entendre dans les tribunes du Centre Claude Robillard. Quatre ans plus tard, ils sont toujours là, plus forts et plus unis que jamais ! Casse Sociale a posé quelques questions aux Ultras Montréal afin qu'ils nous parlent de ce groupe de supporters qui est maintenant un incontournable du soccer montréalais.

Nous savons que vous existez officiellement depuis 2002, d'où vous est venu cette initiative?
Un jour, les supporters des Lynx de Toronto sont débarqués à Montréal, ont chanté à tue-tête pendant 90 minutes et ont carrément pris possession du stade.

Il n'en fallait pas plus pour que l'idée germe. Il fallait leur opposer un « kop » montréalais, pour que plus jamais une telle situation ne se reproduise.

Aujourd'hui les tribunes sont relativement bien remplies, mais qu'en était-il au départ?
Au début, le stade était quasiment vide, et le kop, évidemment, n'était pas trop garni non plus. Les débuts furent difficiles, avec de nombreux matchs à 5 ou 10 dans le kop... Au fur et à mesure que le stade s'est rempli, le kop a grandi, mais à un rythme moindre, ce qui a créé un déséquilibre.

Ce n'était pas toujours facile de se faire entendre, étant en moyenne une quarantaine dans une marée de 11000 personnes qui pour la plupart qui n'avaient visiblement

aucune culture du soccer. Insultes, projectiles, menaces… nous avons tout vécu !

Est-ce que vous pouvez nous faire un petit historique du KOP au travers des sept dernières années?
Il y a la période avant 2008 et la période 2008 et après. De 5 à 12 à 30 à 100, le nombre a grandi lentement mais sûrement, jusqu'au boom de la saison 2008, amené par un nouveau stade et la ligue des champions.

Auparavant, c'était très difficile d'attirer des gens, tant à cause de la taille du kop qu'à cause de la perception que les gens avaient de l'Impact.

Avec la ligue des champions, l'Impact a pris du galon et ça s'est traduit directement par une augmentation du nombre de personnes dans le kop. On pourrait dire en somme qu'après 7 années d'existence, ça ne fait que commencer…

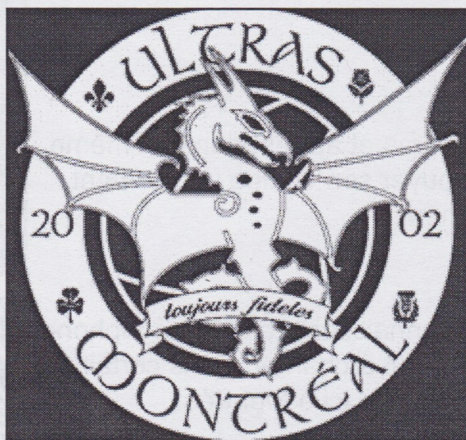
Lors du match du 25 février dernier, nous avions au-delà de 700 personnes pour chanter avec nous. Notre meilleur positionnement au stade Saputo (derrière le but, comparativement à « dans le *pit* en haut » au Centre Claude Robillard), nous donne plus de visibilité.

Ça fait en sorte que les gens savent maintenant qui nous sommes et ce que nous faisons, et cela nous aide grandement à attirer de nouveaux visages.

La roue s'est mise à tourner à un rythme nettement plus élevé qu'avant. En guise de référence, notre première écharpe, produite à 100 exemplaires, a été écoulée en 3 ans.

Notre plus récente écharpe, aussi produite à 100 exemplaires, a été écoulée… en un match, le 25 février.

Parlez-nous de votre relation avec l'administration Saputo et la sécurité.
Ce n'est pas au beau fixe, mais nous croyons que c'est sur la bonne voie. Notre croissance évidente de la dernière année nous donne de plus en plus de poids.



Nous ne sommes plus les 30 imbéciles dans le coin en haut qui rouspètent quand ça va mal. Nous sommes les Ultras Montréal et nous parlons au nom d'une partie des supporters du club.

Malheureusement, nous ne sommes toujours pas à l'abri des agissements stupides de certaines personnes zélées qui ne nous aiment pas, mais plus le temps avance, plus nous prenons notre place. Nous ne disparaîtronts pas, à eux de s'ajuster.

Est-ce qu'il y a des différends avec d'autres clubs, et si oui lesquels?
Nous détestons Rochester depuis des années. Par exemple, en 2007, lorsque nous nous sommes rendus à Rochester, un de leurs joueurs a décidé d'arracher notre bâche de groupe.

Profitant de la confusion, un membre du Stampede (leur groupe de supporters) a sauté sur le terrain pour arracher une seconde bâche. Aucune des bâches n'a été volée, mais il est évident que nous avions deux ou trois mots à leur dire lorsque nous nous sommes recroisés en 2008.

Nous retournons à Rochester le 30 mai 2009 ; il reste de la place dans le voyage organisé, avis aux intéressé-e-s. Aussi, notre première rencontre avec le Toronto FC, l'an dernier, a donné lieu à des débordements.

Lors de notre visite à Toronto, nous avons été bombardés de projectiles après le match. Inutile de dire que ce n'est pas l'amour fou entre Toronto et Montréal.

Nous retournons à Toronto le 13 mai 2009 et, là aussi, il reste de la place pour ceux et celles qui veulent faire le déplacement

Qu'est-ce que ça prend pour être considéré comme faisant partie des UM02?
La participation. Non seulement en tribune, mais aussi dans l'organisation du groupe. Le sigle UM02 est selon nous représentatif des membres actifs du noyau alors que l'appellation Ultras Montréal a un sens plus global.

En somme, si tu es UM02, tu sais ce qui se passe en coulisse, puisque tu as les mains dedans. Pour être un considéré comme un des Ultras Montréal, il suffit de se pointer à chaque match et de s'arracher la voix.

Ce n'est pas tout de porter l'écharpe, il faut aussi faire honneur au nom qui se trouve dessus.

Quelles sont vos attentes et vos objectifs pour la saison 2009 et plus généralement pour l'avenir ?
En 2009, l'objectif premier sera de faire grandir le groupe, de profiter du momentum que nous avons gagné en 2008.

Nous voulons approfondir le mouvement ultra, en réalisant plus de tifos si possible, en augmentant la présence ultra en dehors des matchs et d'abord et avant tout, en mettant encore plus d'ambiance au stade, car c'est ça l'important.

À plus long terme, l'objectif avoué est de remplir la 114 de détenteurs de billets de saison, pour pouvoir déborder sur d'autres sections et finalement remplir la tribune Est de supporters gravement atteints qui veulent se défoncer la voix pendant 90 minutes à chaque match. Le rêve est d'avoir un jour notre propre local et de pouvoir organiser plus d'activités hors stade, comme ça se fait en Europe.

Nous en sommes encore loin, c'est vrai, mais nous n'oublions jamais qu'en 2002, nous étions trois…

Stayred

LEXIQUE

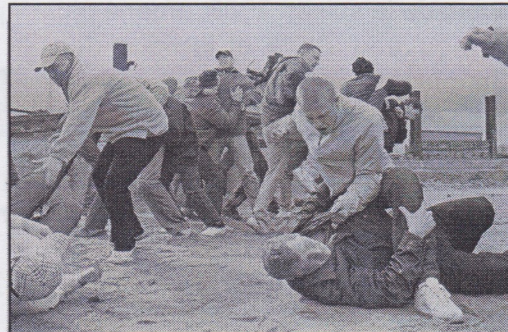
KOP
Regroupement de supporters (hools, ultras et autres) dans un même secteur du stade pour chanter et appuyer son équipe vocalement et visuellement.

CAPO
Chez les ultras, le leader en tribune, reconnaissable à son mégaphone, celui qui lance les chants et pousse le kop à chanter. Dans certains groupes, il y en a plusieurs, comme ici à Montréal.

FUMIGÈNES, FLARES
Le fumigènes émet de la fumée de couleur; le flare (torche) est un feu de détresse émettant une forte lumière et de la fumée.

BÂCHE
La bâche du groupe porte le nom et le logo du groupe et est placée devant la tribune.

TIFO
Animation visuelle réalisée avant le début du match ; peut prendre la forme d'une grande voile peinte, de plusieurs drapeaux, de bandes de couleur en tissu ou plastique, etc.



****

Si le hooligan recherche d'abord et avant tout à défendre la réputation de son club par l'affrontement physique avec les hooligans d'autres clubs, l'ultra est là pour supporter son club en tribune de manière expressive et énergique, à domicile et sur la route.

Le nom supporter représente pour sa part la personne qui suit les activités de son équipe, soit le public « général », mais aussi le hool et l'ultra.

S'il n'est pas rare de voir un groupe ultra s'afficher politiquement, les Ultras Montréal se disent apolitiques.

****



LES DÉBUTS DU SOCCER DANS UN PAYS VENDU AU HOCKEY

Le soccer à Montréal -et partout en Amérique du Nord d'ailleurs- c'est une histoire de hauts et de bas.

Un sport qui vit selon l'humeur du public et des publicitaires, plus qu'au rythme de l'amour et de la passion comme on peut le voir dans la majorité des stades d'Europe. Rien d'étonnant à tout cela, alors que là bas, ce qu'ils appellent le football (à ne pas confondre avec le football américain) est une tradition bien implantée, et ce depuis longtemps. Ici, ce que nous nous appelons le soccer (allez savoir pourquoi) est relativement récent.

La classe ouvrière franco-canadienne, depuis trop longtemps attachée à ses Habs, ne semble pas encore avoir constaté que son intérêt se trouve peut-être plus dans un sport qui ne coute pas grand chose à regarder et encore moins à pratiquer.

Question de ne pas faire rager le reste de l'équipe de Casse Sociale en faisant de la publicité pour monsieur Saputo, évitons la comparaison entre le prix d'un billet pour un match du Canadien et un billet pour un match de l'Impact... Profitons-en quand même pour rappeler que, dans certain des pays les plus pauvres de notre belle planète, des enfants réussissent à jouer seulement en attachant leurs vêtements ensemble pour faire une sorte de boule de linge qui leur sert de ballon...

Vous irez demander au papa du petit voisin combien il a payé pour les genouillères, le bâton, la rondelle, les patins, etc. etc... de son fils adoré.

L'histoire du soccer montréalais commence avec le Manic. D'abord connu comme le Fury de Philadelphie, en 1981 la brasserie Molson décide d'acheter ce club et de le transférer à Montréal. La première saison est époustouflante, avec en moyenne 23 000 spectateurs par match. La jeune équipe qui joue alors au Stade Olympique réussi à se rendre en demi-finale avant de se faire battre par Chicago. Après la saison des bonhommes de neige et du calcium sur les doc's, la deuxième saison commence de manière tout aussi formidable pour l'équipe qui accumule victoire sur victoire.



Malheureusement, les choses se corsent pour le Manic en 1983. Le merveilleux sport qu'est le soccer n'a pas su captiver longtemps le cœur des montréalais qui ne veulent que d'une équipe gagnante.

Les trop nombreuses défaites accumulées pendant la troisième saison vident le stade. Question d'éviter les pertes monétaires, la brasserie Molson abandonne le projet Manic.

Il faudra attendre décembre 1992 pour voir le soccer renaitre à Montréal. Joey Saputo, des Fromages Saputo, décide de signer un contrat de 5 ans à titre de propriétaire de l'Impact . Si la première saison du club est désastreuse (l'Impact fini au dernier rang du classement), il ne tarde pas a reprendre du poil de la bête en réussissant à se qualifier pour les séries chaque année, de 1994 a 2008*! Allez l'Impact! Allez Montréal!

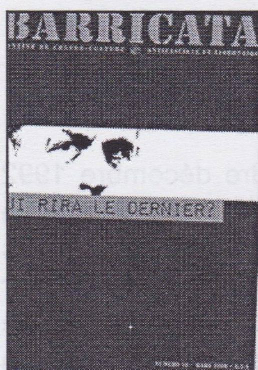
Les langues sales auront beau dire que le soccer ne percera jamais à Montréal, tout les chiffres tendent à prouver le contraire. En huit ans, le nombre de spectateurs a quintuplé et l'Impact continue de se qualifier parmi les meilleurs équipes de sa ligue.

Quelques dates importantes à retenir : 1993 : première saison du club. 1994 : Première victoire en championnat. 2004 : Deuxième victoires en championnat. 2008 : L'Impact quitte le Centre Claude Robillard pour emménager dans son nouveau chez lui situé juste en face du stade Olympique. C'est l'inauguration du stade Saputo. 2009 : L'Impact se qualifie pour la ligue des champions de la CONCACAF et joue au stade olympique devant près de 55 000 fans!

* Exception faite de 1999, alors que l'Impact n'a pas joué et de 2001 où il ne fait aucun doute que quelqu'un à triché quelque part!

Stayred

Barricata, Qui rira le dernier? # 18 mars 2009. 72 pages. 5 $ www.barricata.org



Tout d'abord, je dois dire que Barricata s'est nettement amélioré avec les années. À chaque nouvelle parution, je suis agréablement surpris. Nous avons maintenant droit à une publication trimestrielle ponctuelle et perspicace. Dans ce numéro, un dossier sur l'État sécuritaire qui nous permet, entre autres, de mieux comprendre, de notre côté de l'Atlantique, l'affaire de Tarmac.

Aussi, un article sur les nouveaux antisémites où il est question, par exemple, de Dieudonné, qui soit dit en passant a toujours eu bonne presse au Québec. Le texte de FX, un dentiste chez les zapatistes est très instructif sur la réalité de la population du Chiapas. Nous retrouvons aussi des entrevues avec Jeune Seigneur, Billy Bragg, Henry Rollins, Chéribibi et le groupe hardcore russe What We Feel. Barricata prend de la maturité, reste bien ancré dans son milieu et surtout, reste fidèle à ses idéaux antifasciste et libertaire. Barricata, c'est un fanzine de contre-culture crucial et pertinent. Ma citation préférée de ce numéro revient à Billy Bragg *« Le vieil idéal de Marx est toujours d'actualité, son analyse est toujours d'actualité, les problèmes qu'il a soulevé ne sont toujours pas résolus… »*
xrednicx

Bastions pirates, petite histoire libertaire de la piraterie. Do or die. Lux Éditeur. 88 pages. 2009 9,45 $ www.luxediteur.com

À la librairie, je me suis dis « ah intéressant, le nouveau Lux, c'est un livre sur les pirates ». En plus, il est en 9,5 x 17,5 cm, j'adore ce petit format, c'est pratique, ça se glisse bien dans la poche et habituellement il s'agit de textes qui se portent bien à la lecture interrompue. Celui-ci en plus d'avoir un format maniable, a une jolie couverture noir et verte, sans doute en référence à la couleur de l'anarcho-écologisme. Est-ce que les pirates étaient des écolos radicaux? Des Sea Shepherd de la fin de la Renaissance? Bon, j'en doute, mais passons.



Dès les premières lignes j'avais une vague impression de déjà vu, bien que je n'aie jamais vu le magazine anglais Do or die d'où est tiré le texte. Après quelques pages, j'ai eu un flash. Il n'y a pas une brochure semblable sur infokiosques? J'ai vérifié et, effectivement, c'est exactement le même texte. Ça n'a pas dû coûter cher de droits d'auteurs ou de traducteur...

Je me questionne encore sur la pertinence, pour une maison d'édition qui nous a habitué au sérieux de ses ouvrages, de reprendre un texte disponible gratuitement sur internet. Ensuite, de l'imprimer et de faire de l'argent avec, sûrement pas énormément, mais quand même. Ils auraient pu au moins mettre sur la couverture ce texte est disponible gratuitement ailleurs !

Reste que le texte est intéressant et agréable à lire. De plus, il constitue une très bonne introduction au phénomène de la piraterie du 17[ième] et 18[ième] siècle. Une petite étude que je vous conseille fortement. Le texte est disponible gratuitement en version originale au www.eco-action.org/dod/no8/pirate.html, en français sur infokiosques.net, à notre table de presse pour 1 $ (le prix de la photocopieuse) ou chez Lux pour ceux qui, comme moi, préfèrent le format imprimerie, tout en encourageant une maison d'édition engagée à gauche.
xrednicx

Chéribibi. # 3 Printemps de Pékin 2008. 92 pages. 6 $ - cheribibi.net



Je réitère ce que j'ai toujours dis sur Chéribibi : il s'agit d'un magasine essentiel sur la culture populaire. Cette fois-ci nous avons droit à des entrevues avec, entre autres, The Adicts, Rico Rodriguez, Sarah Savoy et les Francadiens, Tian An Men 89 Records et La Compagnie Jolie Môme. La chronique cinéma aborde le thème du Kung-Fu et de la praxis révolutionnaire ou quand Bruce lit Marx et Jackie chante l'internationale, texte hilarant et d'une importance Kapital pour quiconque s'intéresse aux jaunes qui voient rouge.

Nous retrouvons aussi deux trop courtes nouvelles inédites de Thierry Pelletier. Des heures de lectures significatives et signifiantes. Comme toujours, j'ai adoré. Ma citation préférée de ce numéro revient à la Jolie Môme *« Tant que dans le monde, 20 % de la population détiendra 80 % des richesses, on ne lâchera pas ce drapeau. »* En parlant du rouge, bien sûr.

xrednicx

À bâbord ! Revue sociale et politique. # 28 février-mars 2009.
50 pages - 5 $ - ababord.org



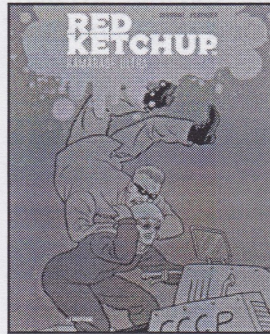
À bâbord est une revue indépendante dont le mandat est d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. Elle offre donc son appui à ceux et celles qui traquent la bêtise, dénoncent les injustices et organisent la rébellion. Ce qui veut dire qu'elle se réclame de la gauche large, même très large. Nous y retrouvons ainsi des auteurs autant réformistes que révolutionnaires, autant des anarchistes que des socialistes ou des marxistes. À travers ses différents numéros, cette largesse unitaire n'a jamais été une faiblesse, bien au contraire c'est un point fort qui permet d'alimenter le débat à l'intérieur de la gauche, à travers les gauches.

Dans ce numéro nous retrouvons un dossier, contenant 9 textes, sur la fiscalité équitable et la justice sociale en lien avec le capitalisme. Il y a aussi divers textes portant sur la crise économique, l'intervention israélienne à Gaza, sur la décentralisation, une entrevue avec Grange et Tardi et plusieurs autres.

À bâbord reste une revue d'actualité importante et incontournable dans le paysage politique et social québécois.
xrednicx

Red Ketchup - Kamarade Ultra.
Godbout et Fournier
La Pastèque. 48 pages. 2008
18,95 $ red-ketchup.com

Suis-je nostalgique de mes 15 ans ou de la guerre froide? Probablement des deux et c'est pourquoi j'adore les aventures de Red Ketchup. Il s'agit ici d'une jolie réédition des aventures de Red Ketchup paru dans le magasine Croc vers la fin des années 80. J'ai ainsi retrouvé Ketchup avec grand plaisir, tout en appréciant davantage ses subtilités ou plus précisément, son manque de subtilité.



Revoici donc notre agent roux du FBI préféré et cette fois-ci, il est plus que déchaîné. Envoyé en Antarctique dans l'espoir, évidemment vain, qu'il ne fasse plus aucun dégât, Ketchupse retrouve à massacrer des pingouins qu'ils soupçonnent d'espionner pour le KGB. Puis, il attaque un camp d'entraînement soviétique secret.

C'est de cette manière qu'il se fait remarquer par la redoutable tigresse de Sibérie Olga Dynamo qui fera tout pour découvrir les raisons de l'invulnérabilité de l'agent roux.

C'est pourquoi Red se retrouve prisonnier au cœur même de Moscou la bolchevik alors qu'il doit affronter Otto Künt, l'éventreur d'Auschwitz, qui travaille maintenant avec la racaille rouge tout en envisageant de passé à l'Ouest.

BD politique, politiquement incorrect où la violence, le sang, le sexe et la drogue s'y retrouvent avec abondance, nous faisant regretter l'époque ou l'empire à la bannière étoilé affrontait l'empire du mal. Fortement recommandé.
xrednicx

Hammer And Tickle: A History Of Communism Told Through Communist Jokes. Ben Lewis. Weidenfeld & Nicolson.
368 pages. 2008. 18,95 $

Le jeu de mot présent dans le titre du livre nous annonce le ton de l'ouvrage. Ce livre porte sur les farces, anecdotes et histoires drôles en liens avec le communisme européen. La démarche est intéressante, mais la façon dont l'auteur s'y prend pour rendre celle-ci est un peu décevante. En effet, en plus de préciser le contexte historique de telles anecdotes, ce qui est fort judicieux, il lie sa vie personnelle à cette recherche. Sérieusement, son histoire amoureuse avec sa copine communiste, qui le délaisse progressivement en raison de ses sarcasmes anticommunistes qui augmentent au fur et à mesure que sa recherche avance, me laisse un peu froid. Mais sur le fond, cet ouvrage est plus que pertinent et je ne peux nier le fait que j'ai bien rigolé à la lecture des farces. Je salue le travail d'archéologue de l'humour politique que l'auteur a effectué, bien que je ne partage évidemment pas la plupart des conclusions de celui-ci.

Par contre, à travers la recherche de Lewis nous pouvons constater qu'il y avait deux lignes politiques qui s'affrontaient concernant la nécessité de réprimer ou non la satire politique qui visait le socialisme.

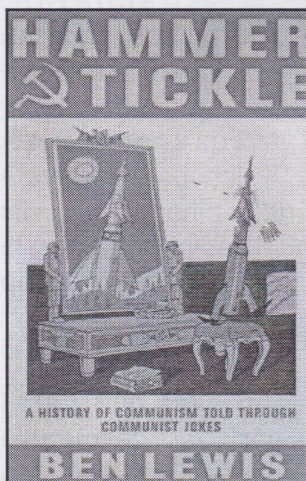
D'un côté, ceux comme Matvei Shkiriatov, membre du comité central, qui considère, en 1933, qu'il s'agit d'un acte contre-révolutionnaire qu'il faut châtier. «*I would like to speak of one other anti-Party method of operation, namely, the so-called jokes (anekdoty). What are these jokes? Jokes against the Party constitute agitation against the*

Party. Who among us Bolcheviks does not know how we fought against Tsarism in the old days, how we told jokes in order to undermine the authority of the existing system?... (Now) this has also been employed as a keen weapon against the Central Commitee of the Party. (p.70)

D'un autre côté, des gens comme Mikhail Kol'tsov, journaliste bolchevik influant travaillant pour la Pravda, qui au congrès de l'Union des écrivais socialistes de 1934 défend l'importance de la satire politique : « *Kol'tsov repeated the conterted counter-arguments that had been presented in the last decade. Even if one day, when the system was perfect, he conceded, ther would be no need for laughter, there was still a place for it now. / Even if the satire took the same forms as old-fashioned Tsarist humour, that was no reason to see it as reactionary. Since the working class were, according to Marxist-Leninist theory, the last class before the arrival of a classless society, their laughter was acceptable because, Kol'tsov said ingeniously, 'In the history of the class struggle, the working class will have the last laught.'* » (p.42-43)

Comme nous le savons tous, c'est la ligne dure qui fut appliquée. D'après l'auteur, près de 12, 5 % des gens emprisonnés avaient d'inscrit à leur dossier des farces et des anecdotes jugées assez importantes pour servir de preuves concernant leurs activités antisoviétiques. Par contre, personne ne fut exécuté en Union soviétique pour avoir raconté une farce politique, ce qui n'est pas le cas pour l'Allemagne nazi. «*In 1943 a war widow and female worker in an armament factory was arrested for telling the following joke : Hitler and Goering are standing on the Berlin Radio Tower. Hitler says : 'I want to make Berlin happy.' Goering says : 'Well just jump off the tower.' She was tried by (judge) Freisler, condemned to death and guillotined.*» (p.102)

Lewis nous fait aussi découvrir l'humour noir bien présent chez les dirigeants soviétiques et en particulier chez Staline. *(Stalin) developed a running gag with one of his commissars, Vladimir Nosenko, responsible for shipbuilding. It began some time before the Second World War when, passing him in the corridor, Stalin exclaimed : 'Comrade Nosenko, why haven't you been arrested yet?' According to his colleague, Nosenko spent many sleep-less nights waiting for the knock on the door. Over the next few years, whenever Stalin met Nosenko he would joke : 'I tought I had you shot.' Finally he talked to Nosenko at the celebrations for victory in World War II. 'What really brought us victory?' Stalin asked. 'Was it our superior Socialist technology? Was it our dedication to the motherland? Was it tour proletarian consciousness? Yes. It was all these things. But mainly it was our sense of humour. Wasn't it, Comrade Nosenko?'* » (p.51)



Ce qui nous amène à cette farce. « *Stalin is giving a speech to an assembly of workers in a big factory. 'The thing we hold most precious in the Sovier Union is a human life,' he says. Suddenly someone in the audience has a fit of coughing. 'who is coughing?' bellows Stalin. Silence. 'Okay, call the NKVD,' says the dictator. Stalin's political police, the NKVD, rush in with semi-automatic weapons blazing. Soon only seven men are left standing. Stalin asks again :'Who coughed?' One man raises his hand. 'That's a terrible cold you've got,'say Stalin. 'Take my car and go to hospital.'* » (p.53)

Karl Radek est un autre dirigeant communiste à avoir un sens de l'humour très acerbe. « *At the Twelfth Congress of the Soviet Communist Party, Stalinist loyalist and Soviet General Marshal Voroshilov was at the podium as Trotsky entered, followed by Radek. 'Oh look, here comes the lion, followed by his tail,'Vorochilov sneered. Radek answer :'Better to be Trotsky's tail than Stalin's arse.' Stalin heard about this and when he next met Radek, he asked him if it was one of his jokes. 'Yes,' Radek said. 'But I didn't invent the one about you being the leader of the International Proletariat.'* » (p.60)

L'auteur rapporte aussi «*In 1925 Stalin sidelined Radek, giving him the uninspiring job of rector of a college for Asian communists. A German Communist, Erich Wollenberg, recalls : Radek was in discussion with a group of students, when Stalin came to visit the college with some aides. He asked Radek if he was once again spreading new jokes about him. 'No,' Radek said. 'We are speaking at the moment about the redistribution of power after the next coup.' 'And will I end up in jail?' asked Stalin. 'No,'said Radek. 'We have decided to found a Jewish university and make you the rector.' Everyone laughed. Molotov, Stalin's unofficial second-in-command, stuttered :'But Comrade Stalin is not a Jew.' Radek replied.'Am I Chinese?'* » (p.61)

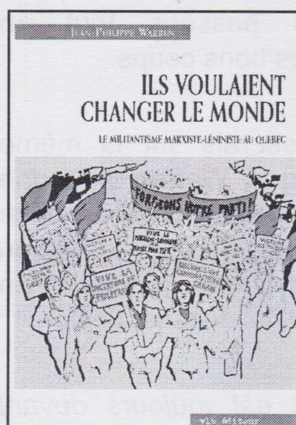
Sous Kroutchev, les agents du KGB cessèrent finalement d'arrêter les gens pour des raisons futiles puisque, comme le rapporte l'auteur, ils auraient dû arrêter tout le pays. Surtout, les officiels se rendent compte que les conteurs ne sont pas nécessairement des anti-communistes et que le fait de raconter une farce qui vise le système n'est pas obligatoirement accompagné d'activités qui visent à détruire ce système.

Je suis convaincu que la satire politique, bien qu'elle puisse vraiment représenter ce qu'une partie de la population pense du système, n'est pas une arme qui soit nécessairement contre le système. En effet, plusieurs anecdotes visant la bureaucratie ou les privilèges des dirigeants peuvent être perçues, à mon avis, comme un désir d'en arriver véritablement au communisme et non vers un possible retour vers le capitalisme.

Par conséquent, je crois que nous pouvons mettre le compte de plusieurs arrestations sur le dos d'informateurs et de bureaucrates zélés agissant pour la plupart de bonne foi. Puisqu'ils pouvaient percevoir sincèrement les conteurs d'anecdotes comme étant réellement des contre-révolutionnaires, plutôt que sur le dos du système socialiste lui-même.
xrednicx

Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec. Warren. VLB Éditeur. 256 pages. 2008. 27,95 $

Un ouvrage qui revoit, sans honte ni gloire, l'histoire du marxisme-léninisme au Québec. L'auteur cherche à comprendre, sans procès ni célébration, ce qui a pu pousser des centaines de personnes à s'impliquer dans les organisations marxistes-léninistes. Pour Warren *« cet essai se veut simplement une manière de faire sens de l'insensé : l'embrigadement de citoyens qui rêvaient du Grand bond en avant chinois en s'inspirant des écrits de Staline. »* (p.13) Nous suivons donc à travers cet ouvrage la montée et le déclin du mouvement M-L à travers la vie des militants et des plus grandes organisations d'extrême gauche de l'époque soit l'Organisation marxiste-léniniste du Canada /En Lutte et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada /Parti communiste ouvrier.



Après avoir dressé le portrait des militants M-L, l'auteur tente d'expliquer les motivations de ceux-ci. Ainsi, Warren interprète leur implication par *« une culture catholique pétrie de messianisme, de dogmatisme et de communautarisme; un sentiment collectif d'anomie engendré par le grand bouillonnement de la Révolution tranquille; des phénomènes de violence institutionnelle issus de l'industrialisation et de l'urbanisation rapide de la province, phénomènes rendus plus tragiques par la « faillite » imminente du modèle keynésien de régulation macro économique et le rejet de l'eschatologique chrétienne; enfin, la perte des anciens repères idéologiques. »* (p.191) Bien qu'il fait une démonstration judicieuse de ses arguments son explication ne me convainct pas totalement.

Et si c'était justement leur désir de changer le monde qui les aurait poussé vers les organisations d'extrême gauche qui se présentaient comme étant les plus articulées, les plus disciplinées et les plus radicales? Organisations qui semblaient donc être les plus aptes à favoriser ce changement, et ce, malgré un certain sectarisme et dogmatisme façonné justement par cette structure organisationnelle hiérarchisée, forte et solide. Parce qu'une fois passées les idées préconçues et péjoratives sur ce présumé sectarisme et dogmatisme du mouvement maoïste de l'époque, il faut se rendre à l'évidence qu'elles comptaient dans leurs rangs le plus grand nombre de militants actifs.

Si le désir du militant est réellement de détruire le capitalisme et d'instaurer une société communiste, il est normal qu'il rejoigne une organisation qui se donne les moyens, autant théoriques que pratiques, pour arriver à cet objectif, et ce, même au prix de s'encombrer de citation de Staline et de Mao, aussi justifiées soient-elles. Je crois vraiment que c'est le constat que plusieurs militants sincères faisaient à l'époque. Mais, pour vérifier, il faudrait demander. Dans cette optique, la question de la cause de la dissolution quasi instantanée de ces organisations reste pleinement pertinente et il faudrait davantage analyser cette avenue.

Ainsi, je ne crois pas que le désir de changement de la plupart des membres des organisations M-L soit disparu avec celles-ci. C'est pourquoi, je crois, que plusieurs anciens membres se sont laissé tenter par l'expérience réformiste. Réformisme qui peut, de façon bien illusoire, leur offrir un espace pour militer pour plus de justice sociale tout en leur offrant un semblant de solution au soi-disant sectarisme et dogmatisme présent dans leurs anciennes organisations. La citation

de Gilles Duceppe sur ses années Mao me semble ici très à propos. *« Je ne suis pas le seul à m'être leurré; plusieurs l'ont reconnu ouvertement par la suite, d'autres préfèrent l'oublier. Mais on aurait tort de condamner sans appel ce courant politique qui, malgré ses défauts, avait des intentions généreuses. Si plusieurs personnalités publiques actuelles ont alors appartenu à ces mouvements d'extrême gauche et l'ont affiché publiquement c'est/parce que malgré leur dogmatisme, ils étaient porteurs de justice et de générosité. »* (p.15-16)

Je reste aussi convaincu, que plusieurs sont restés profondément révolutionnaires et anticapitalistes dans l'âme et continuent à croire à un autre type de société. Je parle ici de ceux qui luttent ou non dans des organisations dites marxistes. Ce qui m'amène à une citation du trotskiste Bensaïd, que nous retrouvons dans la partie du texte de Warren où il est question de bilan et de l'héritage de l'extrême gauche des années 70.

Et ici, même les maos ne pourront qu'être en accord avec lui. Bensaïd fait ainsi une différence entre ex et ancien communiste. *« La ligne de partage passe (…) entre les anciens et les ex. La démarcation est celle du cynisme et du ressentiment. « Ancien » garde quelque chose d'affectueux. Le mot évoque sans regret des expériences communes, une sorte d'amicale informelle. Les anciens ne regrettent rien. Ils ne se sont ni reniés ni repentis. Quand le cœur n'y est plus, ils continuent autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes. « Ex », au contraire, tourne sèchement la page. Les « Ex » jouent un rôle auquel ils ne croient plus. »* (p.210) Il s'agit ici certainement d'un des aspects qu'il faut retenir, c'est-à-dire qu'il a encore beaucoup d'« anciens » présents dans notre paysage politique. Tout en n'oubliant pas, bien sûr, qu'il y également des gens de cette époque qui militent toujours activement pour la révolution communiste.

Reste que cet ouvrage est une étude pertinente qui nous permet de comprendre un peu plus cette période où tout semblait possible. De plus, il nous permet de nous questionner sur notre propre militantisme afin d'éviter de répéter les erreurs passées tout en améliorant les bons coups.

Je vous laisserais sur la même conclusion que Warren soit une citation de Charles Gagnon prise dans son testament politique où l'ancien secrétaire général d'En lutte, aujourd'hui décédé, déclarait :

« (La) lutte est toujours devant nous, devant vous. Une lutte dans laquelle, je crois bien, seule la jeunesse peut s'engager avec enthousiasme, sans arrière-pensée. Et l'enthousiasme de la jeunesse, celle d'hier comme d'aujourd'hui, me convient mieux, tout compte fait, que la capitulation et le cynisme de plusieurs de mes contemporains à la mémoire sélective, au langage poli, politiquement correct, au discours convenu, insignifiant, maîtres de l'argutie et du lieu commun… » (p.211)

Sur le même sujet, pour ceux que ça intéresse, Lux propose gratuitement sur son site, car le livre est épuisé, *l'Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983. Un premier bilan.*
www.luxediteur.com

xrednicx

Les classes sociales aujourd'hui. Nouveaux Cahiers du socialisme. Collectif d'analyse politique. 285 pages. 2009.19, 95 $ cap.qc.ca.edu/



Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* se réclament des *Cahiers du Socialisme*, revue qui est parue de 1978 à 1985, dont l'objectif était de favoriser le questionnement d'une gauche québécoise traversée par un ensemble de contradictions, dans un contexte où le marxisme semblait en crise tout en restant du côté de la lutte et de la résistance.

Les *Nouveaux Cahiers* sont le fait d'intellectuels militants, c'est-à-dire de gens qui se considèrent à la fois producteurs d'idées et chercheurs, mais aussi militants engagés dans le mouvement social. Cette publication se veut un lieu de réflexion et d'analyse pluraliste et engagée.

Comme premier numéro ils remettent à l'ordre du jour le concept de classe sociale, thème qui est à peu près disparu du paysage intellectuel et politique.

Dans un dossier bien développé, ils abordent la question sous différents aspects, celui de l'analyse, des débats et des luttes, tout en démontrant la pertinence de saisir l'évolution des sociétés par le moyen des classes sociales et de leurs luttes.

Il y a donc des textes sur l'historique des classes sociales, sur la com position des classes, sur la distinction entre mouvements sociaux et classes sociales, sur le lien entre les intellectuels et les classes sociales, sur la politique et l'idéologie des classes sociales, sur l'école au service de la classe dominante et un dernier article sur le concept de classe dans le discours.

Ce dossier sur les classes sociales est précédé de 3 analyses sur la crise économique mondiale. Il est suivi par une section Bilan de lutte qui contient des textes qui font un retour sur les luttes au Journal de Québec, à GM et à l'université.

Une autre section, qui porte le nom de Perspectives, aborde les problèmes de la crise et de la restructuration en Argentine ainsi que l'apparence, hypersexualisation et la pornographie. Enfin, des notes de lecture traitent de livres pertinents et significatifs qui font rarement l'objet de recensions dans les journaux et les magazines.

Cet ouvrage, produit à la fois par des professeurEs et des militantEs, qui renoue avec la tradition de revues de gauche, est quelque chose d'essentiel qu'il faut absolument encourager. De plus, sa parution semble confirmer que la gauche anticapitaliste est bien vivante.

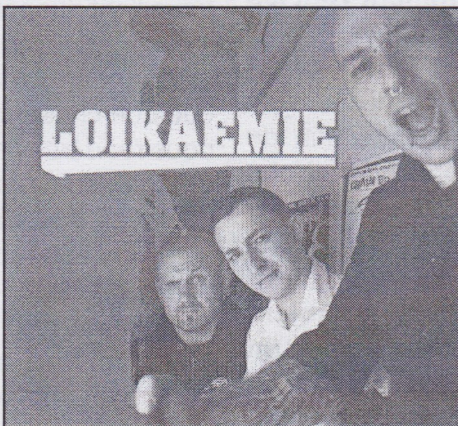
xrednicx

La Gachette
Quoi qu'il advienne
lagachette.qc.ca



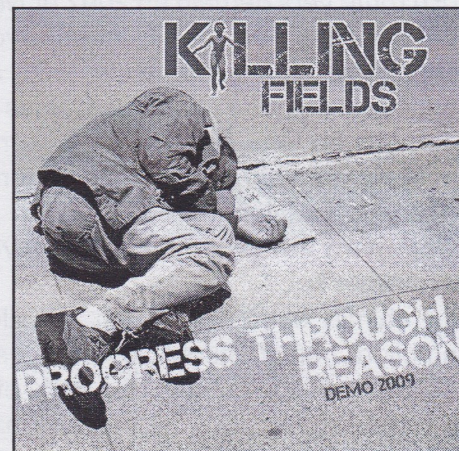
Après « En route vers demain » et « Ne renoncera pas », La Gachette nous revient avec un troisième album « Quoi qu'il advienne ». Sous les thèmes principaux de l'amitié,de la solidarité, de l'intégrité et du militantisme, on a droit à du bon punk rock qui buche. Un album contenant 11 titres mais avec un nouveau line-up cette fois-ci, soit un nouveau batteur. Très bonne fusion avec ce nouveau trio. Le lancement de cet album, le 13 décembre dernier, fut un franc succès. La salle remplie, la crowd en feu et une excellente prestation de la part du groupe. Album à se procurer !
Ounet

Loikaemie
Join the underground
myspace.com/loikaemiemusic



Enfin arrivé, le nouvel album du remarquable groupe allemand Loikaemie ne vous décevra pas. Cet album qui, selon moi, est un des meilleurs (pour ne pas dire LE meilleur) qu'ils aient fait nous présente un tout nouveau Loikaemie. Un son réinventé, un peu moins hardcore, mais qui a été remplacé avec succès par une touche un peu plus rock'n roll. Ils ont même repris la célebre chanson du groupe rock AC/DC «You shook me all night long»! Bref, ceux et celles qui sont avides de redécouvrir un nouveau Loikaemie toujours aussi efficace, je vous recommande "Join The Underground" qui saura vous transporter dans un univers de Oi'n Roll!
Pooki

Killing Fields
Progress Through Reason



Le tout nouveau, et premier demo de la formation montréalaise Killing Field vient tout juste de sortir. Sans riquer de vous décevoir, cet album contient deux chansons de pur hardcore, rudes, agressives et lourdes, qui sauront charmer tout amateur de HC du genre : BANE, Champion, etc.

Malheureusement, on a vite fait le tour du cd… et on en voudrait plus! Pour les avoir déjà vu en show, je peux vous certifier qu'ils offrent une solide prestation et que c'est sur scène que l'on peut vraiment apprécier la lourdeur et la puissance des chansons qu'ils nous livrent.

Pooki

LA GACHETTE

Entrevue

Pouvez-vous faire un bref historique du groupe ?

On a commencé le groupe en 1998. Au début, il y avait Manu à la basse et moi, Erik, à la guitare et au chant. On était accompagnés d'une boite à rythmes. Au fil des années, plusieurs membres ont intégré le groupe dont un joueur de cornemuse, une chanteuse, un deuxième guitariste ainsi qu'un jongleur de couteaux et cracheur de feu. Ce n'est qu'en 2001 qu'on s'est trouvé un batteur, puis une nouvelle chanteuse s'est intégrée au groupe. Nous avons réalisé deux albums avec ce line-up (*En route vers demain* en 2002 et *Ne renoncera pas* en 2005.) Puis, en 2007, nous avons dû faire des changements à la formation, suite au départ de notre batteur et de notre chanteuse. Nous avons donc décidé de nous en tenir à un trio avec l'arrivée de Mathz à la batterie. Depuis, nous avons sorti notre nouvel album (Quoi qu'il advienne en 2008).



Comment est la chimie avec la venue du nouveau drummer?

La chimie avec Mathz est excellente. Son style a amélioré nos chansons. C'est un gars qui a beaucoup de talent, il tape comme une brute et il garde ça simple. Il serait capable d'en mettre plus, mais il préfère laisser de la place pour la mélodie. Un bon batteur, c'est quelqu'un qui est à l'écoute des chansons et qui tient compte de l'importance des textes, ce qui est tout a fait le cas avec Mathz.

Vous avez trois albums à ce jour. Comment vont les choses de ce côté après 10 ans ensemble?

Nous sommes motivés plus que jamais. Nous sommes tous sur la même longueur d'onde. Cela fait des années que Manu et moi cherchions cette chimie, afin de pouvoir pousser notre groupe au maximum. Nous sommes très heureux de la tournure des évènements et notre gérante Virginie fait un travail remarquable. Bref, il y a un bel esprit de famille.

Les aspects importants de votre album semblent être l'amitié, la solidarité et l'intégrité. Y-a-t-il un sens précis que vous vouliez donner à l'album?

L'album *Quoi qu'il advienne*, est, selon nous, notre meilleur. Nous avions pris l'habitude de faire des albums de 14 titres, tandis que celui-ci n'en contient que 11. Nous avons opté pour la qualité et non pour la quantité. L'album sonne beaucoup plus rock que les autres, je suis très content de mon nouveau son de guitare, ça me fait penser au son des guitares de Dropkick Murphys. La batterie sonne comme une tonne de brique, et le son de la basse est légèrement distortionné, ce qui rend le son plus solide et plus méchant. Pour ce qui est de l'écriture, je me suis toujours inspiré de faits vécus et des injustices de ce monde pourri. Les textes de notre nouvel album sont plus matures et plus travaillés.

D'ailleurs, nous avons écrit une chanson pour le jeune Freddy Alberto Villanueva, qui s'est fait assassiner par des flics à Montréal Nord. Cet évènement nous a tous ébranlés, on trouvait ça important d'en parler car nous avons ressenti beaucoup de colère et aussi de la sympathie pour la famille Villanueva comme pour les familles des victimes qui ont survécu. On ne changera pas le monde avec nos chanson, c'est évident, mais cela ne nous empêche pas de parler de ce qui nous touche.

Vous participez au documentaire Les murs du son, qui parle de trois groupes de Montréal. Comment trouvez-vous l'expérience?

C'est un documentaire sur la Cité 2000, un immeuble comprenant une centaine de locaux de musique ou pratiquent plusieurs groupes de la scène underground. Nous avons été choisis au côté des groupes Huis Clos et Despised Icons. On se sent privilégiés de pouvoir participer à ce film, tout ça est arrivé à un bon moment pour nous puisque nous étions entrain de préparer la sortie de notre nouvel album pendant le tournage. Le film permettra de montrer la réalité des groupes qui travaillent dur pour arriver à un minimum de succès. Ce n'est pas toujours évident d'être un groupe indépendant, mais quand nous réussissons à faire quelque chose de positif, avec les moyens du bord, ça nous rend très fiers. Beaucoup plus fiers que s'il y avait une grosse maison de disques derrière nous. C'est le message que nous voulons transmettre en participant à ce film. Les murs du son sera diffusé en 2010 sur les ondes de Radio-Canada.

Un dernier mot pour la fin ?

Merci de nous avoir accordé cette entrevue, c'est un geste de respect et d'amitié. Longue vie a Casse Sociale.

Ounet

MERCI À CELLES ET CEUX QUI RÉSISTENT

À la privatisation des services publics
À la limitation du droit de grève
À l'augmentation du temps de travail
À la baisse des salaires
À l'affaiblissement des normes minimales du travail
Aux injustes licenciements
Au pillage des régimes de retraite
Au durcissement de l'accessibilité à l'assurance-emploi
Au raidissement du dispositif d'obtention de l'aide-sociale
À la diminution de l'impôt sur les fortunes
Aux paradis fiscaux
À la détérioration de l'indépendance de la justice
À la promulgation de nouvelles lois sécuritaires
Aux forces policières omniprésentes
Au contrôle du droit de manifester
Aux profilages ethniques et sociaux
Au renforcement des peines pour mineurs
À la chasse aux immigrants illégaux
À l'intervention militaire comme solution au conflit en Afghanistan
Aux coupes à blanc dues aux abus de l'industrie forestière
À la destruction des rivières causées par le développement excessif de l'hydroélectricité
À l'utilisation des OGM par l'industrie agro-alimentaire

En ces temps de marasme et de résignation politique, où la richesse s'étale avec arrogance tandis que la majorité de la population se replie sur sa sphère privée, merci à celles et ceux qui résistent pour propager des valeurs de bien public, d'écologie, d'entraide, de fraternité, d'antiracisme, de solidarité de classe, d'internationalisme et d'anticapitalisme. Merci aux employéEs en lutte, aux syndicalistes non compromis, aux étudiantEs engagéEs, aux médias alternatifs, ainsi qu'à tous ceux et celles qui tentent, avec leurs capacités et leurs moyens, des alternatives et s'organisent pour résister. Franchement, merci.

Vous nous donnez le courage de continuer la lutte et de ne pas sombrer dans la résignation.

Courage à nous tous !





UNDEFEATED ARMY SINCE 1994